JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	180 fr.	100 fr.
Etranger	220 fr.	120 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 10 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 12 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, naissances et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	12 fr.
Minimum	60 fr.
La page	800 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 60 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Tous mémoires, requêtes ou pétitions, sous forme de lettre ou autrement, adressés à M. le Commissaire de la République au Togo, à M.M. les Commandants de Cercle, Chefs de Subdivision et de Service, doivent être revêtus du timbre fiscal de DIX francs.

Faute de quoi, lesdites pièces seront retournées aux signataires sans examen.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1946

16 octobre — Loi N° 46-2243 relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 551/Cab. du 4 août 1947). 722

1947

30 juin — Arrêté interministériel relatif au personnel des entreprises ou régies métropolitaines et coloniales de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz en situation d'activité, qui quitte ou a quitté la métropole pour exercer ses fonctions dans des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 545/Cab. du 2 août 1947). 726

5 juillet — Décret N° 47-1307 portant modification au décret n° 46-1698 du 26 juillet 1946 portant réquisition des valeurs mobilières étrangères. (Arrêté de promulgation n° 546/Cab. du 2 août 1947). 727

10 juillet — Décret N° 47-1310 relatif à l'attribution de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire pour faits de résistance. (Arrêté de promulgation n° 550/Cab. du 4 août 1947) 728

10 juillet — Décret N° 47-1311 relatif à l'attribution de la croix de guerre avec palme pour faits de résistance. (Arrêté de promulgation n° 550/Cab. du 4 août 1947) 729

16 juillet — Décret N° 47-1309 déterminant les modalités d'application de la loi N° 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 551/Cab. du 4 août 1947) 723

2 août — Décret N° 47-1452 portant prorogation des délais de dépôt des demandes d'indemnisation de perte et des déclarations de bénéfice résultant de la modification des taux de change dans la zone franc. (Arrêté de promulgation n° 578/Cab. du 13 août 1947). 729

Médaille d'Honneur des épidémies 730

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1946

26 septembre — N° 741/E. — Arrêté fixant des compléments de solde, indemnités diverses et travaux ou heures supplémentaires du personnel de l'Enseignement 730

1947

29 juillet — N° 523/AE. — Arrêté portant suppression de la Caisse de Compensation et de péréquation 733

29 juillet — N° 524/AE. — Arrêté portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du coton 733

29 juillet	— N° 525/AE. — Arrêté portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production des huiles de palme	734
29 juillet	— N° 526/AE. — Arrêté portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production des arachides	734
29 juillet	— N° 527/AE. — Arrêté portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production des palmistes	735
29 juillet	— N° 528/AE. — Arrêté portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du café	735
29 juillet	— N° 529/AE. — Arrêté portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du ricin	736
30 juillet	— N° 533/TP. — Arrêté portant modification aux tarifs des Chemins de fer du Togo	737
31 juillet	— N° 538/AE. — Arrêté complétant le paragraphe 4 de l'article 4 de l'arrêté n° 184/AE. du 9 mars 1947	737
1 ^{er} août	— N° 541/AE./D. — Arrêté portant modification au tableau des mercures officielles à l'importation annexé à l'arrêté n° 551/D. du 19 juillet 1946	738
1 ^{er} août	— N° 542/AE./D. — Arrêté fixant les valeurs mercures pour les produits à l'exportation	738
2 août	— N° 544/APA. — Arrêté complétant la liste des produits pharmaceutiques dont l'importation et la mise en vente sont autorisées dans le territoire du Togo (liste n° 1)	740
4 août	— N° 553/F. — Arrêté portant fixation et arrêtant le projet de Budget Spécial du plan de développement économique et social du Togo pour l'exercice 1947	741
5 août	— N° 556/PTT. — Arrêté portant élévation du montant maximum des colis postaux et envois contre remboursement	741
5 août	— N° 557/PTT. — Arrêté portant ouverture du Bureau de Bassari au service des valeurs déclarées	741
6 août	— N° 560/AE. — Arrêté fixant le tarif de mouture du maïs	736
Rectificatif à l'arrêté n° 741/E. du 26 septembre 1946 relatif aux compléments de solde et aux indemnités du personnel enseignant		732
Personnel		741
Divers		744

ACTES DU POUVOIR RÉGIONAL DE SOKODE

1947		
16 juillet	— N° 3 — Arrêté régional modifiant l'arrêté régional n° 1 du 20 mars 1947 relatif au prix de la viande de boucherie	746

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de l'Office Colonial des Changes du Togo	746
Domaines	751
Nécrologie	753
Avis	753
Avis de la B.A.O.	754

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Anciens combattants et victimes de la guerre

ARRETE N° 551 Cab. du 4 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o) — la loi N° 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre.

2^o) — le décret N° 47-1309 du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi N° 46-2243 du 16 octobre 1946 susvisée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 août 1947.

*P. le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

LOI n° 46-2243 du 16 octobre 1946.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les parents des victimes de la guerre 1939-1945 énumérées ci-après ont droit à la restitution et au transport du corps aux frais de l'Etat :

- a) Militaires décédés depuis le 2 septembre 1939;
- b) Militaires prisonniers de guerre;
- c) Déportés et internés politiques et raciaux;
- d) Victimes de bombardements et de faits de guerre en dehors de leur résidence habituelle;
- e) Personnes civiles décédées en dehors de leur résidence habituelle à la suite d'une mesure d'expulsion ou d'éloignement prise par les autorités françaises ou par l'ennemi;
- f) Personnes civiles ayant rallié ou tenté de rallier des forces françaises de résistance en dehors du territoire métropolitain et décédées hors de leur résidence habituelle;
- g) Français incorporés de force dans l'armée allemande;
- h) Travailleurs requis par l'ennemi et décédés hors de leur résidence habituelle.

ART. 2. — Peuvent demander le transfert, dans l'ordre de priorité :

- 1° La conjointe ou le conjoint, non séparé, non divorcé;
- 2° Les orphelins ou leur tuteur;
- 3° Le père, la mère ou la personne ayant recueilli et élevé le décédé;
- 4° Le frère ou la sœur;
- 5° Le grand-père ou la grand-mère et, à défaut des catégories ci-dessus énumérées, la personne ayant vécu maritalement avec le décédé.

ART. 3. — Les parents qui obtiennent le bénéfice de la présente loi perdent le droit à la sépulture perpétuelle entretenue aux frais de l'Etat, dans les conditions prévues par le décret du 22 février 1940.

ART. 4. — Les familles qui désirent effectuer le transfert à leurs frais, sans attendre la restitution faite par l'administration, doivent demander l'autorisation au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 5. — Toutes les dépenses nécessitées par la restitution des corps aux familles seront imputées au budget du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (service des sépultures).

ART. 6. — Un décret rendu sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre déterminera les modalités d'application de la présente loi et fixera la date à partir de laquelle les opérations de transfert pourront commencer.

ART. 7. — Il est ouvert au ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, au titre du budget général (services civils) de l'exercice 1946, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 31 décembre 1945, un crédit de 20 millions de francs au chapitre 136 (Matériel et dépenses diverses) du service central de l'état civil, successions et sépultures militaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 octobre 1946.
GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le Ministre des Finances,
SCHUMAN.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,
Laurent CASANOVA.

Le ministre de l'intérieur,
Edouard DEPREUX.

Le ministre de la santé publique
René ARTHAUD.

Le ministre des travaux publics et des transports,
Jules MOCH.

DECRET n° 47-1309 du 16 juillet 1947.

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre de la santé publique, du ministre des affaires étrangères, du ministre des travaux publics et des transports et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, et notamment son article 6;

Vu le décret du 22 février 1940;

Vu le décret validé du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport des corps;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur d'hygiène publique dans sa séance du 18 novembre 1946;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Ont droit à la restitution du corps aux frais de l'Etat les familles des anciens combattants et victimes de la guerre appartenant à l'une des catégories énumérées ci-dessous et décédés hors de leur résidence habituelle entre le 2 septembre 1939 et la date légale de cessation des hostilités :

- a) Militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;
- b) Militaires prisonniers de guerre décédés, soit à l'étranger, soit en France, avant leur démobilisation;
- c) Déportés et internés politiques et raciaux décédés dans les circonstances prévues par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 (art. 2, 4°) ou la loi du 20 mai 1946 (art. 3, 1° ou 2°);
- d) Victimes de bombardements et de faits de guerre décédés hors de leur résidence habituelle dans les circonstances prévues par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 ou la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946;

e) Personnes civiles décédées en dehors de leur résidence habituelle à la suite d'une mesure d'expulsion ou d'éloignement prise par les autorités françaises ou par l'ennemi;

f) Personnes civiles ayant rallié ou tenté de rallier des forces françaises de résistance en dehors du territoire métropolitain, dans les circonstances prévues par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 (art. 2, 2^o) et le règlement d'administration publique n° 46-1844 du 23 août 1946 (art. 2);

g) Français incorporés de force dans l'armée allemande et décédés dans les circonstances prévues par l'ordonnance n° 45-364 du 10 mars 1945;

h) Requis par l'ennemi ayant travaillé au profit de l'ennemi ou d'un organisme placé sous son contrôle dans des conditions exclusives de toute intention réelle de participer à l'effort de guerre ennemi.

Sont présumés volontaires et exclus des dispositions du présent décret, sauf preuve contraire qui pourra être faite par tous moyens, les travailleurs de sexe masculin immatriculés ou incorporés avant le 19 juin 1942 et les travailleurs de sexe féminin à quelle que date que ce soit.

ART. 2. — Le droit à restitution du corps est étendu aux familles des ressortissants étrangers dont le décès ouvre droit à pension à la charge de l'Etat français :

Soit au titre de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes, pour les militaires étrangers ayant servi dans les forces françaises de terre, de mer ou de l'air;

Soit au titre de l'ordonnance n° 45-321 du 3 mars 1945 pour les étrangers ayant servi dans les forces françaises de l'intérieur;

Soit au titre de l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945, pour les étrangers ayant participé à la résistance française;

Soit au titre des conventions conclues avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour les militaires des armées polonaise et tchécoslovaque créées en France;

Soit au titre des accords de réciprocité conclus avec l'Etat dont ils sont ressortissants, pour les étrangers victimes civiles de la guerre.

ART. 3. — Des conventions particulières conclues avec les gouvernements alliés pourront régler les rapatriements des corps des ressortissants de ces gouvernements.

ART. 4. — Le conjoint remarié peut demander la restitution du corps, à défaut des personnes énumérées à l'article 2 de la loi n° 46-2243 du 16 octobre 1946.

ART. 5. — Le décès des personnes entrant dans l'une des catégories suivantes n'ouvre pas droit à restitution du corps :

a) Individus condamnés par application de l'ordonnance du 28 novembre 1944 relative à la répression des faits de collaboration et des textes subséquents;

b) Fonctionnaires et agents publics révoqués sans pension par application de l'ordonnance du 18 août 1943 instituant une commission d'épuration auprès du comité français de la Libération nationale et des textes

subséquents ou de l'ordonnance du 27 juin 1944 relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France métropolitaine, et des textes subséquents, ainsi que toutes autres catégories de personnes auxquelles le régime de l'épuration a été étendu lorsque la sanction prononcée est l'interdiction définitive d'exercer leur fonction ou leur profession;

o) Individus en état de dégradation nationale.

Les parents entrant eux-mêmes dans l'un des cas visés aux paragraphes a, b, c ci-dessus ne peuvent obtenir la restitution du corps. Leurs droits passent aux autres membres de la famille selon l'ordre de priorité fixé par l'article 2 de la loi n° 45-2243 du 16 octobre 1946.

ART. 6. — Les familles des anciens combattants et victimes de la guerre visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus dont les corps sont identifiés pourront, si elles ne l'ont déjà fait, présenter une demande de restitution dans le délai d'un mois suivant la publication du présent décret.

Les familles des anciens combattants et victimes de la guerre dont les corps ne sont pas encore identifiés devront produire leur demande dans un délai de trois mois à compter du jour où elles auront reçu notification de l'identification. Ce délai sera porté à six mois s'il s'agit d'un corps identifié à l'étranger ou dans un territoire d'outre-mer.

ART. 7. — Le transfert aux frais de l'Etat des corps des anciens combattants et victimes de la guerre comporte les opérations suivantes :

1^o — L'exhumation et la mise en bière;

2^o — Le transport par voie ferrée, routière, maritime ou aérienne du lieu d'exhumation au cimetière désigné par la famille; le transport dans un territoire d'outre-mer ou dans un territoire étranger autre que celui du lieu d'exhumation n'étant accordé que si le décédé avait sa résidence habituelle dans ce territoire;

3^o — La réinhumation dans le cimetière désigné.

ART. 8. — Les transferts commenceront le 15 juillet 1947.

ART. 9. — Les départements, les territoires d'outre-mer et les pays étrangers seront répartis en zones administratives pour les besoins de l'exécution des programmes de regroupement initial et de dispersion finale des cercueils contenant les corps transférés.

ART. 10. — Les familles seront représentées aux exhumations par des délégués accrédités dans chaque zone par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, sur proposition des associations qualifiées.

Le maire ou son représentant assistera aux opérations d'exhumation dans sa commune.

ART. 11. — Le maire de la commune dans le cimetière de laquelle doit avoir lieu l'inhumation définitive, est informé par lettre ou par télégramme, au moins quarante-huit heures à l'avance :

1^o — De la date et de l'heure prévues pour l'arrivée des cercueils dans la commune;

2^o Des noms des décédés dont les restes sont compris dans le convoi.

Dès réception de ces renseignements, le maire avise les familles.

ART. 12. — Les cercueils arrivant à destination sont déposés soit à la mairie, soit dans le local désigné par le maire et pris en charge par la municipalité.

Le transport jusqu'au cimetière communal ou au caveau de famille est assuré par l'administration municipale pour le compte de l'Etat. Les frais engagés seront remboursés suivant un tarif forfaitaire arrêté par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre.

Ce tarif comprend, de façon limitative, les frais de manutention à l'arrivée, de transport jusqu'au cimetière, de creusement de la fosse, d'inhumation. Les frais des cérémonies religieuses ou autres demandées, le cas échéant, par la famille, sont à sa charge.

Les opérations de transport du corps, par les soins de la municipalité, au cimetière communal d'inhumation, ne peuvent donner lieu à aucune autre rémunération au profit des communes et des entreprises de pompes funèbres. Ces dernières ne peuvent pas invoquer le bénéfice de leur monopole; en aucun cas, la suppression de celui-ci ne peut donner lieu à une indemnité.

ART. 13. — Par dérogation aux dispositions du décret validé du 31 décembre 1941 :

1^o Les exhumations et transferts de corps sont ordonnés par les représentants du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre sans qu'il y ait lieu de provoquer les autorisations prévues par le décret précité;

2^o L'absence d'un parent ou d'un mandataire de la famille ne fait pas obstacle aux exhumations;

3^o Les opérations funéraires de toute nature prévues par le présent décret n'exigent pas la présence d'un commissaire de police;

4^o L'obligation d'utiliser un cercueil hermétique et de le garnir d'un mélange désinfectant est laissée à l'appréciation du représentant du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, chargé de diriger sur place les opérations d'exhumation.

ART. 14. — Les délégués accrédités pour représenter les familles, ont droit à des indemnités de vacation dont le montant est fixé par arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances.

ART. 15. — La famille qui obtient la restitution du corps à titre gratuit ou qui effectue elle-même l'opération à ses frais, perd le droit à la sépulture perpétuelle entretenue aux frais de l'Etat.

Par suite, les corps restitués aux familles à titre gratuit ou à titre onéreux, ne peuvent être réinhumés ni dans les cimetières nationaux, ni dans les carrés militaires des cimetières communaux.

ART. 16. — Les municipalités doivent accorder, à toute famille qui en fait la demande, un emplacement gratuit de tombes dans les conditions fixées par l'alinéa 1^{er} de l'article 10 du décret du 27 avril 1889.

En outre, à titre d'hommage public, les communes peuvent accorder, par simple décision du conseil municipal, non soumise à approbation, une concession de longue durée gratuite et, le cas échéant, renouvelable. Ces concessions doivent être situées en dehors des carrés militaires et l'entretien des tombes incombe exclusivement aux municipalités ou aux familles.

ART. 17. — Les familles qui désirent effectuer le transfert du corps à leurs frais doivent en demander l'autorisation au ministre des anciens combattants et victimes de la guerre.

Les frais engagés par des familles pour des exhumations et des transferts, ne peuvent, en aucun cas, leur être remboursés.

ART. 18. — Les rapatriements des corps actuellement inhumés dans les territoires de l'Union française ou à inhumation dans ces territoires, seront effectués dans les conditions fixées par un arrêté pris en commun par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et le ministre de la France d'outre-mer.

Les dépenses résultant de ces transferts seront à la charge du budget du ministère des anciens combattants.

ART. 19. — Les effectifs et la rémunération des catégories de personnel nécessaires à l'exécution des opérations de transfert et de restitution des corps ainsi que le montant des indemnités de déplacement allouées aux agents appelés hors de leur résidence pour le service seront fixés, dans la limite des crédits budgétaires, par arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances.

ART. 20. — Une instruction du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre déterminera les modalités d'application du présent décret et notamment les attributions et le fonctionnement des différents organismes appelés à concourir aux opérations de restitution.

ART. 21. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre de la santé publique, le ministre des travaux publics et des transports, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*
François MITTERRAND.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,
Edouard DEPREUX.

Le Ministre des Finances,
SCHUMAN.

*Le Ministre des Travaux publics
et des Transports,*
Jules MOCH.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.

Le ministre de la santé publique,
R. PRIGENT.

Personnel

ARRETE N° 545 Cab. du 2 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la lettre n° 003887 en date du 25 juillet 1947 du Ministre de la France d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo, l'arrêté interministériel du 30 juin 1947 relatif au personnel des entreprises ou régies métropolitaines et coloniales de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz en situation d'activité, qui quitte ou a quitté la métropole pour exercer ses fonctions dans des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage, à la mairie de Lomé, dans les Bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de Postes du Territoire.

Lomé, le 2 août 1947.

*P. le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

ARRETE interministériel du 30 juin 1947.

Le Ministre de la production industrielle et le Ministre de la France d'Outre-Mer,

Vu la loi N° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz;

Vu le décret N° 46-1941 du 22 juin 1946 approuvant le statut national du personnel des industries électriques et gazières;

Vu l'arrêté en date du 12 septembre 1946 relatif au transfert de certaines caisses de retraite à « l'Electricité de France, service national » et « Gaz de France, service national ».

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 1^{er} mai 1946, le personnel des entreprises ou régies métropolitaines et coloniales de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz, en situation d'activité, qui quitte ou a quitté la métropole pour exercer ses fonctions dans des territoires relevant du Ministre de la France d'Outre-Mer, bénéficie des avantages prévus au titre V (art. 24) et précisés à l'annexe 3 du statut national du personnel des industries électriques et gazières; il subit obligatoirement, à partir de la même date, les retenues sur traitement précisées à l'article 2 ci-dessous.

Les mêmes dispositions s'appliquent au personnel de ces entreprises résidant en France.

ART. 2. — La rémunération soumise à retenue, est, soit le traitement métropolitain si le contrat en prévoit un, soit le traitement parisien des agents de même catégorie de l'Electricité de France. Le taux des contributions ouvrières et patronales est le même que celui des sociétés métropolitaines exclues de la nationalisation.

ART. 3. — Les agents des entreprises ou régies coloniales en situation d'inactivité depuis le 1^{er} mai 1946 et susceptibles de bénéficier des dispositions du présent arrêté devront se faire connaître de leur dernier employeur avant le 1^{er} avril 1948. Celui-ci établira leurs dossiers, ainsi que celui de ses agents en activité et les transmettra dans les plus brefs délais à l'Electricité de France qui prendra toutes dispositions nécessaires pour assurer aux intéressés, à partir du 1^{er} mai 1946, les prestations auxquelles ils pourraient avoir droit.

Les mêmes entreprises ou régies assureront la perception des retenues de traitement et les versements augmentés de leur contribution propre, à l'Electricité de France.

ART. 4. — Le présent arrêté ne peut avoir pour effet de restreindre des droits acquis.

ART. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et dans les *journaux officiels* des territoires relevant du Ministère de la

France d'Outre-Mer; cette publication vaudra notification aux agents, régies et entreprises intéressés.

Fait à Paris, le 30 juin 1947.

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire Général,
Louis MÉRAT.

Le Ministre de la production industrielle,
Robert LACOSTE.

Valeurs mobilières étrangères

ARRETE N° 546 Cab. du 2 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 46-1698 du 26 juillet 1946 portant réquisitions des valeurs mobilières étrangères, promulgué au Togo le 3 août 1946;

Vu la lettre n° 7032 AE/F2 du 25 juillet 1947 du Ministre de la France d'Outre-Mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo, le décret n° 47-1307 du 5 juillet 1947 portant modification au décret n° 46-1698 du 26 juillet 1946 susvisé.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 2 août 1947.

P. le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

L. FOURSAUD.

DECRET N° 47-1307 du 5 juillet 1947.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du Ministre des finances;

Vu la loi N° 45-0140 du 26 décembre 1945 relative à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc;

Vu le décret N° 46-1698 du 26 juillet 1946 portant réquisitions des valeurs mobilières étrangères;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret N° 46-1698 du 26 juillet 1946, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — Les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français et ayant leur résidence habituelle en France, en Algérie ou dans un territoire relevant du ministre de la France d'Outre-Mer, et les personnes morales pour leurs établissements dans les mêmes territoires, qui sont propriétaires des valeurs mobilières étrangères dont les listes seront données par avis de l'office des changes et de la caisse centrale de la France d'Outre-Mer, sont tenues de les céder au fonds de stabilisation des changes aux dates et dans les conditions qui seront fixées par les mêmes avis.

« Est considérée comme propriétaire au regard du présent décret, et quel que soit le nom auquel les valeurs sont immatriculées chez la collectivité émettrice, toute personne qui a le droit de vendre ou de transférer ces titres, ou qui en a la garde, ou qui reçoit soit pour son propre compte ou pour le compte de tiers tous dividendes ou arrérages provenant de ces valeurs, ou qui possède des droits quelconques sur les revenus ou le capital de ces titres.

« L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} incombe, lorsque le propriétaire des valeurs est absent ou empêché, à son fondé de pouvoirs ».

ART. 2. — Le Ministre des finances, le Ministre de l'économie nationale, le Ministre des affaires étrangères, le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la France d'Outre-Mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 5 juillet 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances,
SCHUMAN.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,
Edouard DEPREUX.

Le ministre de l'économie nationale,
A. PHILIP.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.

Décorations

ARRETE N° 550 Cab. du 4 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1947 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 47-684 du 4 avril 1947 relatif à l'attribution de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire pour faits de résistance, promulgué au Togo le 25 avril 1947;

Vu le décret n° 47-685 du 4 avril 1947 relatif à l'attribution de la Croix de Guerre avec palme pour faits de résistance, promulgué au Togo le 25 avril 1947;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1° — le décret n° 47-1310 du 10 juillet 1947 relatif à l'attribution de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire pour faits de résistance;

2° — le décret n° 47-1311 du 10 juillet 1947 relatif à l'attribution de la Croix de Guerre avec Palme pour faits de résistance.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 août 1947.

*P. le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
L. FOURSAUD.*

DECRET n° 47-1310 du 10 juillet 1947.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre;

Vu le décret du 4 avril 1947 relatif à l'attribution de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pour faits de résistance;

Vu l'avis du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date limite d'attribution au titre de l'ordonnance du 7 janvier 1944, de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pour faits de résistance, qui avait été fixée au 30 juin 1947 par le décret n° 47-684 du 4 avril 1947 (*Journal officiel* du 12 avril 1947) est reportée au 31 octobre 1947.

ART. 2. — Toute proposition présentée postérieurement au 15 juin 1947 reste irrecevable.

ART. 3. — Le président du conseil et les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Paul RAMADIER.

*Le ministre d'Etat,
vice-président du conseil,*
Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre d'Etat,

Yvon DELBOS.

Le ministre d'Etat,
Félix GOUIN.

Le ministre d'Etat,

Marcel ROCLERE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
André MARIE.

Le ministre des affaires étrangères,

Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,
Edouard DEPREUX.

Le ministre de la guerre,

Paul COSTE-FLORET.

Le ministre de la marine,
Louis JACQUINOT.

Le ministre de l'air,

André MAROSELLI.

Le ministre des finances,
SCHUMAN.

Le ministre de l'économie nationale,

A. PHILIP.

Le ministre de l'agriculture,
Tanguy PRIGENT.

Le ministre de la production industrielle,

Robert LACOSTE.

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.

Le ministre des travaux publics

et des transports,

Jules MOCH.

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,
Marius MOUTET.

*Le ministre du travail
et de la sécurité sociale,*

- Daniel MAYER.

*Le ministre de la santé publique
et de la population,*
R. PRIGENT.

*Le ministre du commerce, de la
reconstruction et de l'urbanisme,*

Jean LETOURNEAU.

*Le ministre de la jeunesse,
des arts et des lettres,*
Pierre BOURDAN.

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*

François MITTERRAND.

*Le ministre d'Etat, ministre des postes,
télégraphes et téléphones par intérim,*
Félix GOUIN.

*Le secrétaire d'Etat
à la présidence du conseil,*

Paul BÉCHARD.

DECRET n° 47-1311 du 10 juillet 1947.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du secrétaire d'état à la présidence du conseil;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre;

Vu le décret du 4 avril 1947 relatif à l'attribution de la Croix de guerre avec palme pour faits de résistance;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date limite d'attribution, au titre de l'ordonnance du 7 janvier 1944, de la Croix de guerre avec palme pour faits de résistance, qui avait été fixée au 30 juin 1947 par le décret n° 47-685 du 4 avril 1947 (*Journal officiel* du 12 avril 1947) est reportée au 31 octobre 1947.

ART. 2. — Toute proposition présentée postérieurement au 15 juin 1947 reste irrecevable.

ART. 3. — Le président du conseil et les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1947.
PAUL RAMADIER.

Par le Président du conseil des ministres :

*Le ministre d'Etat,
vice-président du conseil,
Pierre-Henri TEITGEN.*

*Le ministre d'état,
Yvon DELBOS.*

*Le ministre d'état,
Félix GOUIN.*

*Le ministre d'état,
Marcel ROCLERE.*

*Le garde des sceaux ministre de la justice,
André MARIE.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.*

*Le ministre de l'intérieur,
Edouard DEPREUX.*

*Le ministre de la guerre,
Paul COSTE-FLORET.*

*Le ministre de la marine,
Louis JACQUINOT.*

*Le ministre de l'air,
André MAROSELLI.*

*Le ministre des finances,
SCHUMAN.*

*Le ministre de l'économie nationale,
A. PHILIP.*

*Le ministre de l'agriculture,
Tanguy PRIGENT.*

*Le ministre de la production industrielle,
Robert LACOSTE.*

*Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.*

*Le Ministre des Travaux publics,
et des transports,
Jules MOCH.*

*Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.*

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Daniel MAVER.*

*Le ministre de la santé publique
et de la population,
R. PRIGENT.*

*Le ministre du commerce,
de la reconstruction et de l'urbanisme,
Jean LETOURNEAU.*

*Le ministre de la jeunesse,
des arts et des lettres,
Pierre BOURDAN.*

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,
François MITTERRAND.*

*Le ministre d'Etat, ministre des postes,
télégraphes et téléphones par intérim,
Félix GOUIN.*

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Paul BÉCHARD.*

Taux de change

ARRETE N° 578 Cab. du 13 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret N° 47-91 du 15 janvier 1947 portant prorogation des délais de dépôt des demandes d'indemnisation de perte et des déclarations de bénéfice résultant de la modification des taux de change dans la zone franc, promulgué au Togo le 30 janvier 1947;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo, le décret N° 47-1452 du 2 août 1947 portant prorogation des délais de dépôt des demandes d'indemnisation de perte et des déclarations de bénéfice résultant de la modification des taux de change dans la zone franc.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage

à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de Postes du Territoire.

Lomé, le 13 août 1947.

*P. le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

DECRET n° 47-1452 du 2 août 1947.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 46-800 du 23 avril 1946 relatif à l'indemnisation des pertes et à la reprise des bénéfices résultant de la modification des taux de change dans la zone franc, complétant et modifiant le décret n° 45-0143 du 28 décembre 1946;

Vu le décret n° 47-91 du 15 janvier 1947, portant prorogation des délais de dépôt des demandes d'indemnisation de perte et des déclarations de bénéfice résultant de la modification des taux de change dans la zone franc;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai prévu par l'article 1^{er} du décret du 15 janvier 1947 pour le dépôt des demandes d'indemnisation de perte et des déclarations de bénéfice résultant de la modification des taux de change dans la zone franc est prorogé jusqu'au 31 décembre 1947.

ART. 2. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 août 1947.
PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des finances,
SCHUMAN.*

*Le ministre de l'intérieur,
Edouard DEPREUX.*

*Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.*

Médaille d'honneur des épidémies

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du :

16 juillet 1947. — La médaille d'honneur des épidémies est décernée aux personnes dont les noms suivent :

Médaille en argent

Lemoine (Jacques), Administrateur des Colonies, Sokodé (Togo).

Ajavon (Robert), Médecin contractuel, Sokodé (Togo).

.....
Lawson (Tété), Médecin africain, Sokodé, (Togo).

.....
Médaille en bronze

.....
Lapeyssonnie (Léon), Médecin capitaine, S.G.H.M. P. Sansané-Mango, (Togo).

.....
Amouzou (Maurice), infirmier, Atakpamé, (Togo).
Gbikpi (Houessou), infirmier, Palimé, (Togo).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Enseignement

Indemnités

ARRETE N° 741/E du 26 septembre 1946.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 11 septembre 1920 fixant le régime de la solde et des indemnités allouées aux personnels des cadres locaux des colonies, modifié par décret du 23 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements et indemnités alloués aux personnels de l'Etat;

Vu l'ordonnance et le décret du 11 juillet 1945 fixant les modalités d'application aux colonies des dispositions de l'ordonnance du 6 janvier 1945;

Le Conseil privé entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les compléments de solde et indemnités alloués annuellement aux fonctionnaires des cadres de l'Enseignement en rétribution de titres spéciaux ou de fonctions spéciales sont fixés ainsi qu'il suit :

NATURE DES RÉTRIBUTIONS	POUR COMPTER DU 1 ^{er} -1-1945	POUR COMPTER DU 15-4-1945
<i>A. — Complément de Solde</i>		
<i>a) Soumis à retenues pour pension :</i>		
1 — Pour direction des Ecoles primaires supérieures, des écoles techniques ou professionnelles, aux inspecteurs de tous grades ou instituteurs chargés de fonctions de Chef de service de l'enseignement primaire :		
1 ^{er} échelon	10.000,—	30.000,—
2 ^e échelon	9.000,—	27.000,—
3 ^e échelon	8.000,—	24.000,—
4 ^e échelon	7.000,—	21.000,—
2 — Aux Instituteurs et Institutrices du degré ordinaire du cadre supérieur européen, aux instituteurs et institutrices du cadre local secondaire ou du cadre commun secondaire de l'A.O.F. en service au Territoire chargés de la direction d'une école primaire publique :		
à 2 classes	800,—	2.400,—
à 3 ou 4 classes	1.600,—	4.800,—
de 5 à 9 classes	2.800,—	10.500,—
<i>b) Non soumis à retenues pour pension :</i>		
1 — Aux Directeurs, Directrices, Professeurs, Professeurs-Adjoints, Instituteurs, Institutrices munis des diplômes spéciaux prévus par le décret du 27 mars 1922.		
Langues vivantes, dessin, (degré supérieur) travail manuel (homme) — enseignement commercial (degré supérieur)		
	500,—	1.500,—
Agriculture, chant et musique (degré supérieur)		
	400,—	1.200,—
Dessin (degré élémentaire) travail manuel (femme)		
	300,—	900,—
Chant et musique (degré élémentaire)		
	200,—	600,—
2 — Aux Instituteurs ou Institutrices, moniteurs ou monitrices pourvus du brevet d'aptitude aux fonctions de moniteurs élémentaires d'Education physique		
	800,—	2.400,—
<i>B. — Indemnités pour fonctions spéciales</i>		
1 — Aux Professeurs-Adjoints et répétiteurs qui assurent en sus de leur service la surveillance générale de l'Etablissement		
	1.300,—	4.000,—
2 — Aux Instituteurs et Institutrices de degré ordinaire des cadres supérieurs ou aux Instituteurs et Institutrices du cadre local secondaire ou du cadre commun secondaire de l'A. O. F. en service au Territoire chargés de cours dans un établissement du second degré, chargés de secteur scolaire, chargés de la direction d'un Foyer de métis, chargés de cours normaux de moniteurs ou monitrices, aux Instituteurs et Institutrices des cadres supérieurs de degré complémentaire, directeurs de cours normaux :		
avant 3 ans	1.500,—	4.500,—
avant 6 ans	2.000,—	6.000,—
avant 9 ans	2.500,—	7.500,—
avant 12 ans	3.000,—	9.000,—
après 12 ans	3.500,—	10.500,—

ART. 2. — Les suppléments de traitement soumis à retenues pour pension prévus à l'article précédent sont abondés :

1° — lorsqu'ils s'appliquent au personnel européen ou assimilé, du supplément colonial de neuf dixième pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1945 et le 14 avril 1945, et de la majoration de 4 dixième pour compter du 15 avril 1945;

2° — lorsqu'ils s'appliquent au personnel africain, servant hors de sa colonie d'origine, de l'indemnité de dépaysement, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1945 et le 14 avril 1945 et de la majoration de vingt cinq pour cent pour compter du 15 avril 1945.

ART. 3. — Pour le personnel titularisé dans un emploi, le supplément de solde soumis à retenue pour pension et prévu par l'article 1^{er} est acquis définitivement et conservé à titre personnel sauf rétrogradation par mesure de discipline ou changement de catégorie constituant avancement.

Le personnel délégué ou intérimaire perçoit le complément de solde seulement pendant la durée de sa délégation ou l'exercice de son intérim.

ART. 4. — La prolongation de la durée de travail au delà de celle fixée par le règlement peut donner lieu à l'attribution d'une rétribution spéciale pour travaux en heures supplémentaires.

Aucune rétribution pour travaux ou heures supplémentaires ne peut être accordée aux agents qui perçoivent déjà un supplément de traitement ou une indemnité rémunérant ce travail supplémentaire.

ART. 5. — Les taux des rétributions horaires sont fixés comme suit :

- Instituteurs ou Institutrices des cadres supérieurs exerçant dans les classes de 1^{er} cycle de Lycées ou cours secondaires, les E.N. — E.P.S. — Cours Normaux de Moniteurs 120,—
- Instituteurs ou Institutrices des cadres supérieurs exerçant dans les écoles primaires 75,—
- Instituteurs ou Institutrices du cadre local secondaire ou du cadre commun secondaire de l'A.O.F. en service au Territoire exerçant dans les écoles primaires 45,—
- Moniteurs ou Monitrices du cadre commun secondaire 35,—

— Moniteurs ou Monitrices des cadres locaux ou moniteurs ou monitrices auxiliaires et personnel auxiliaire de toutes catégories 30,—

Les rétributions pour travaux supplémentaires seront rétribuées suivant les règles fixées par la réglementation générale en vigueur.

Les heures de surveillance d'études, de travaux dirigés et toutes celles qui ne comportant ni préparation, ni correction ne peuvent être assimilées à des cours sont payées demi-tarif.

Le paiement a lieu, sur présentation d'un certificat de service fait, établi par le Directeur de l'Etablissement où sont effectuées les heures supplémentaires et sous sa responsabilité et après autorisation préalable

de l'ordonnateur, sauf urgence justifiée par un rapport du chef de service qui a prescrit l'exécution des travaux.

Ces nouveaux taux seront applicables à compter du 15 avril 1945.

ART. 6. — Le présent arrêté qui annule toute réglementation antérieure sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 septembre 1946.
J. NOUTARY.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 741/E du 26 septembre 1946 fixant les compléments de solde, indemnités diverses et travaux ou heures supplémentaires du personnel de l'Enseignement.

à l'article 1^{er}, au paragraphe :
A — Compléments de solde
a) Soumis à retenues

Au lieu de :

2 — Aux instituteurs et institutrices du degré ordinaire du cadre supérieur européen, aux instituteurs et institutrices du cadre local secondaire ou du cadre commun secondaire de l'A.O.F. en service au Territoire, chargés de la direction d'une école primaire publique.

	Pour compter du 1 ^{er} /1/1945	Pour compter du 15/4/1945
à 2 classes	800	2.400
à 3 ou 4 classes	1.600	4.800
de 5 à 9 classes	2.800	10.500

Lire :

2 — Aux instituteurs et institutrices du degré ordinaire du cadre supérieur européen, aux instituteurs et institutrices du cadre local secondaire ou du cadre commun secondaire de l'A.O.F. en service au Territoire, chargés de la direction d'une école primaire publique.

	Pour compter du 1 ^{er} /1/1945	Pour compter du 15/4/1945
à 2 classes	800	2.400
à 3 ou 4 classes	1.600	4.800
de 5 à 9 classes	2.800	8.400
à 10 cl. et plus.	3.500	10.500

..... Le reste sans changement.

Approbation ministérielle notifiée par cablogramme N° 16 du 31 octobre 1946.

Caisse de compensation et de péréquation

ARRETE N° 523 AE du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 22/Cab. du 7 janvier 1946 rendant applicable au Togo l'arrêté général n° 4.009 SE du 29 décembre 1945 portant création en AOF d'une caisse de compensation et de péréquation et les textes subséquents;

Vu l'arrêté n° 37 Cab. du 13 janvier 1946 rendant applicable au Togo l'arrêté général du 11 janvier 1946;

Vu la dépêche ministérielle n° 7.055 AE./2 du 24 juin 1946;

Vu le télégramme-lettre du Ministère de la France d'Outre-mer n° 9.082 AE./2 du 26 août 1946;

Vu le câblogramme du Département n° 485 AE./1/2 du 16 septembre 1946;

Vu la dépêche ministérielle n° 5406 AE./2 du 6 juin 1947;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Caisse de Compensation et de Péréquation gérée par le Chef du Bureau des Finances et instituée par l'arrêté général n° 4.009 SE du 29 décembre 1945 rendu applicable au Togo par arrêté n° 22 Cab. du 7 janvier 1946 est supprimée à compter de la date du présent arrêté.

ART. 2. — L'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute en vertu de l'article précédent sera réparti entre différents comptes de soutien et d'équipement à la production suivant des modalités qui seront fixées par les textes portant ouverture de ces comptes.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux de Circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

*P. le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD,

Productions coloniales**Coton**

ARRETE N° 524 AE du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 523 AE du 29 juillet 1947 portant dissolution de la Caisse de Compensation et de péréquation;

Vu l'arrêté 179 AE. du 11 mars 1946 fixant la valeur FOB. du cacao, du café et du coton;

Vu l'arrêté 330 AE. du 14 février 1947 portant ouverture de la campagne de coton, notamment en son article 3;

Vu l'arrêté 312 AE. du 26 avril 1947 relatif au règlement des frais de stockage prolongé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-payeur et de l'Ordonnateur-Délégué du Territoire un compte hors-budget intitulé « Compte de Soutien et d'Équipement de la Production de Coton ».

ART. 2. — Ce compte sera alimenté par :

1°) — la quote-part de l'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute représentant le montant des redevances perçues par cette dernière à l'occasion des exportations de coton des campagnes 1945-1946 et antérieures;

2°) — une surtaxe de sortie sur le coton des campagnes 1945-1946 et antérieures exporté à compter de la date du présent arrêté.

ART. 3. — Ce compte sera débité éventuellement des frais de stockage prolongé compte-tenu des conventions passées entre le groupement d'exportateurs et le groupement d'importateurs intéressés.

ART. 4. — La surtaxe prévue à l'art. 2 est fixée comme suit :

T.S.I.	15.935 francs la tonne.
Budi	15.998 francs la tonne.

ART. 5. — La liquidation de la surtaxe instituée à l'art. 2 du présent arrêté fera l'objet d'un ordre de recette émis par l'Ordonnateur-Délégué sur le vu d'un triplicata de déclaration d'exportation qui lui sera adressé par le Service des Douanes.

ART. 6. — Les fonds ainsi acquis au compte de soutien seront consacrés à des dépenses en faveur du développement de la production de coton déterminées par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

*P. Le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Huile de palme

ARRETE N° 525 AE. du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 523 AE du 29 juillet 1947 portant dissolution de la Caisse de Compensation et de péréquation;

Vu l'arrêté 272 AE du 11 avril 1946 fixant la valeur FOB à l'exportation des palmistes, huile de palme et ricin de la campagne 1945-1946 ainsi que le montant des sommes à verser à la Caisse de Compensation et de Péréquation;

Vu l'arrêté 700 AE du 11 septembre 1946 fixant la valeur FOB de certains produits, notamment en son article 4;

Vu l'arrêté 18 AE du 9 janvier 1947 portant modification des prix FOB de l'huile de palme, notamment en son article 2;

Vu l'arrêté 391 AE du 31 mai 1947 portant ouverture de la campagne et fixation de la valeur FOB de l'huile de palme (2^e partie), notamment en son article 4;

Vu l'arrêté 312 AE du 26 avril 1947 relatif au règlement des frais de stockage prolongé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur et de l'Ordonnateur-Délégué du Territoire un compte hors-budget intitulé « Compte de soutien et d'équipement de la production des huiles de palme ».

ART. 2. — Ce compte sera alimenté par :

1° — la quote-part de l'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute représentant le montant des redevances perçues par cette dernière à l'occasion des exportations d'huile de palme des campagnes 1945-1946 et antérieures;

2° — une surtaxe de sortie sur les huiles de palme des campagnes 1945-1946 et antérieures exportées à compter de la date du présent arrêté.

ART. 3. — Ce compte sera débité éventuellement des frais de stockage prolongé compte-tenu des conventions passées entre le groupement d'exportateurs et le groupement d'importateurs intéressés.

ART. 4. — La surtaxe prévue à l'article 2 est fixée à 6.158 francs la tonne pour l'huile de palme type n° 5.

ART. 5. — La liquidation de la surtaxe instituée à l'article 2 du présent arrêté fera l'objet d'un ordre de recette émis par l'Ordonnateur-Délégué sur le vu d'un triplicata de déclaration d'exportation qui lui sera adressé par le Service des Douanes.

ART. 6. — Les fonds ainsi acquis au compte de soutien seront consacrés à des dépenses en faveur du développement de la production des huiles de palme déterminées par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
L. FOURSAUD.

Arachides

ARRETE N° 526 AE. du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 523 AE du 29 juillet 1947 portant dissolution de la Caisse de Compensation et de péréquation;

Vu l'arrêté 336 AE du 7 mai 1946 fixant la valeur F.O.B. à l'exportation des arachides de la campagne 1945-1946 et le montant des sommes à verser à la Caisse de Compensation et de Péréquation;

Vu l'arrêté 700 AE du 11 septembre 1946 fixant la valeur FOB de certains produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur et de l'Ordonnateur-Délégué du Territoire un compte hors-budget intitulé « Compte de soutien et d'équipement de la production des arachides ».

ART. 2. — Ce compte sera alimenté par :

1° — la quote-part de l'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute représentant le montant des redevances perçues par cette dernière à l'occasion des exportations d'arachides de la campagne 1945-1946 et antérieures;

2° — une surtaxe de sortie sur les arachides des campagnes 1945-1946 et antérieures exportées à compter de la date du présent arrêté.

ART. 3. — Cette surtaxe est fixée à 190 francs la tonne.

ART. 4. — La liquidation de la surtaxe instituée à l'article 2 du présent arrêté fera l'objet d'un ordre de recette émis par l'Ordonnateur-délégué sur le vu d'un triplicata de déclaration d'exportation qui lui sera adressé par le Service des Douanes.

ART. 5. — Les fonds ainsi acquis au compte de soutien seront consacrés à des dépenses en faveur du développement de la production des arachides déterminées par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
L. FOURSAUD.*

Palmistes

ARRETE N° 527 AE. du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 523 AE du 29 juillet 1947 portant dissolution de la Caisse de Compensation et de péréquation;

Vu l'arrêté 272 AE du 11 avril 1946 fixant la valeur FOB à l'exportation des palmistes, huile de palme et ricin de la campagne 1945-1946 ainsi que le montant des sommes à verser à la Caisse de Compensation et de Péréquation;

Vu l'arrêté 700 AE du 11 septembre 1946 fixant la valeur FOB de certains produits, notamment en son article 4;

Vu l'arrêté 18 AE du 9 janvier 1947 portant modification du prix FOB des palmistes notamment en son article 2 — rectifié le 26 février 1947;

Vu l'arrêté 462 du 4 juillet 1947 portant fixation d'une nouvelle valeur FOB des palmistes exportés à compter du 1^{er} juillet 1947, notamment en son article 2;

Vu l'arrêté 312 AE du 26 avril 1947 relatif au règlement des frais de stockage prolongé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur et de l'Ordonnateur-Délégué du Territoire un compte hors-budget intitulé « Compte de soutien et d'équipement de la production des palmistes ».

ART. 2. — Ce compte sera alimenté par :

1° — la quote-part de l'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute représentant le montant des redevances perçues par cette dernière à l'occasion des exportations de palmistes des campagnes 1945-1946 et antérieures;

2° — Une surtaxe de sortie sur les palmistes des campagnes 1945-1946 et antérieures exportés à compter de la date du présent arrêté.

ART. 3. — Ce compte sera débité éventuellement des frais de stockage prolongé compte-tenu des conventions passées entre le groupement d'exportateurs et le groupement d'importateurs intéressés.

ART. 4. — La surtaxe prévue à l'article 2 est fixée comme suit :

— 5.829 francs la tonne pour les palmistes (1^{re} partie)

— 5.190 francs la tonne pour les palmistes (2^e partie).

ART. 5. — La liquidation de la surtaxe instituée à l'article 2 du présent arrêté fera l'objet d'un ordre de recette émis par l'Ordonnateur-délégué sur le vu d'un triplicata de déclaration d'exportation qui lui sera adressé par le Service des Douanes.

ART. 6. — Les fonds ainsi acquis au compte de soutien seront consacrés à des dépenses en faveur du développement de la production des palmistes déterminées par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
L. FOURSAUD.*

Café

ARRETE N° 528 AE. du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 523 AE du 29 juillet 1947 portant dissolution de la Caisse de Compensation et de péréquation;

Vu l'arrêté 179 AE du 11 mars 1946 fixant la valeur FOB à l'exportation du cacao, du café et du coton;

Vu l'arrêté 700 AE du 11 septembre 1946 fixant la valeur FOB de certains produits, notamment en son article 4;

Vu l'arrêté 787 AE du 18 octobre 1946 portant modification des prix FOB du café, notamment en son article 2;

Vu l'arrêté 585 AE du 23 novembre 1946 portant fixation de la date d'application des valeurs FOB objet de l'arrêté 787 AE;

Vu l'arrêté 312 AE du 26 avril 1947 relatif au règlement des frais de stockage prolongé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur et de l'Ordonnateur-Délégué du Territoire un compte hors-budget intitulé « Compte de soutien et d'équipement de la production du café ».

ART. 2. — Ce compte sera alimenté par :

1° — la quote-part de l'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute représentant le montant des redevances perçues par cette dernière à

l'occasion des exportations de café des campagnes 1945-1946 et antérieures;

2° — une surtaxe de sortie sur les cafés des campagnes 1945-1946 et antérieures exportés à compter de la date du présent arrêté.

ART. 3. — Ce compte sera débité éventuellement des frais de stockage prolongé compte-tenu des conventions passées entre le groupement d'exportateurs et le groupement d'achat intéressés.

ART. 4. — La surtaxe prévue à l'article 2 est fixée comme suit :

Niaouli prima	11.763 frs. la tonne
Niaouli supérieur	10.363 frs. la tonne
Niaouli courant	10.592 frs. la tonne
Niaouli brisures et triages	9.491 frs. la tonne
Arabica supérieur	13.899 frs. la tonne
Arabica courant	14.219 frs. la tonne
Arabica brisures et triages	12.027 frs. la tonne

ART. 5. — La liquidation de la surtaxe instituée à l'article 2 du présent arrêté fera l'objet d'un ordre de recette émis par l'Ordonnateur-Délégué sur le vu d'un triplicata de déclaration d'exportation qui lui sera adressé par le Service des Douanes.

ART. 6. — Les fonds ainsi acquis au compte de soutien seront consacrés à des dépenses en faveur du développement de la production du café déterminées par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Ricin

ARRETE N° 529 AE. du 29 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 523 AE du 29 juillet 1947 portant dissolution de la Caisse de Compensation et de péréquation;

Vu l'arrêté 272 AE du 11 avril 1946 fixant la valeur FOB à l'exportation des palmistes, huile de palme et ricin de la campagne 1945-1946 ainsi que le montant des sommes à verser à la Caisse de Compensation et de Péréquation;

Vu l'arrêté 291 AE du 25 décembre 1946 portant ouverture de la campagne du ricin, notamment en son article 3;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur et de l'Ordonnateur-Délégué du Territoire un compte hors-budget intitulé « Compte de soutien et d'équipement de la production du ricin ».

ART. 2. — Ce compte sera alimenté par :

1° — la quote-part de l'actif de la Caisse de Compensation et de Péréquation dissoute représentant le montant des redevances perçues par cette dernière à l'occasion des exportations de ricin des campagnes 1945-1946 et antérieures;

2° — une surtaxe de sortie sur le ricin des campagnes 1945-1946 et antérieures exporté à compter de la date du présent arrêté.

ART. 3. — Cette surtaxe est fixée à 2.643 francs la tonne.

ART. 4. — La liquidation de la surtaxe instituée à l'article 2 du présent arrêté fera l'objet d'un ordre de recette émis par l'Ordonnateur-Délégué sur le vu d'un triplicata de déclaration d'exportation qui lui sera adressé par le Service des Douanes.

ART. 5. — Les fonds ainsi acquis au compte de soutien seront consacrés à des dépenses en faveur du développement de la production du ricin déterminées par arrêté du Commissaire de la République au Togo.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 29 juillet 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Maïs

ARRETE N° 560 AE. du 6 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes ultérieurs Payant complétée ou modifiée;

Vu l'arrêté N° 534 du 5 octobre 1943 réorganisant la Commission des prix;

Vu l'arrêté N° 352 AE/CPS du 9 mai 1946 fixant le tarif de mouture du maïs;

Vu l'avis de la Commission;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit le tarif de mouture du maïs :

6 francs par mesure de 3 kilos.

ART. 2. — Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 août 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

C. F. T.

Tarifs

ARRETE N° 533 TP du 30 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté N° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté général N° 3926/TP du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté N° 552 du 20 septembre 1942 du Commissaire de la République au Togo étendant dans ce Territoire la tarification en vigueur en A.O.F. et créant un fascicule 2 spécial au Réseau du Togo;

Vu la Décision N° 455/TP du 31 octobre 1944 désignant les Membres du Conseil Economique du Réseau des C.F.T.;

Vu la lettre n° 22/TP. DG. SC. du 13 août 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo au sujet de l'homologation des tarifs ferroviaires;

Vu les avis formulés par les Membres du Conseil Economique et du Comité du Réseau;

Sur la proposition de l'Ingénieur Principal, Directeur du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le conseil privé entendu;

Après délibération de la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix et conditions des tarifs spéciaux de Petite Vitesse sont modifiés comme suit :

ART. 2. — Quatrième partie — tarifs spéciaux de petite vitesse — fascicule II.

Les augmentations de tarifs prévues par Arrêté N° 465 TPT du 4 juillet 1947 ne sont pas applicables aux produits du cru de la campagne 1946-1947, achetés

avant le 11 juillet 1947, destinés à l'exportation et non encore transportés au port d'embarquement.

Jusqu'au 30 septembre 1947, ces produits bénéficieront des anciens prix par voie de détaxe sur justification du stock à transporter reconnu par le Bureau des Affaires Economiques.

En ce qui concerne le kapok exclusivement la détaxe sera appliquée jusqu'au 31 décembre 1947.

ART. 3. — Vu l'urgence, cet arrêté est rendu immédiatement applicable et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Réglementation des prix

ARRETE N° 538 AE du 31 juillet 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complétant, modifiant et codifiant le régime des prix et stocks dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies et textes modificatifs, validé par ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu le décret n° 47-1 du 2 janvier 1947, portant diminution générale des prix, modifié par le décret n° 47-16 du 4 janvier 1947;

Vu l'arrêté n° 184 AE du 9 mars 1947 fixant les modalités d'application de la baisse générale des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 4 de l'article 4 de l'arrêté n° 184 AE du 9 mars 1947 est ainsi complété :

« Toutefois, par dérogation à la règle ci-dessus et pour les seules industries locales ou services industriels dont la liste figure en annexe du présent arrêté, des homologations exceptionnelles de hausse pourront être accordées dans le cas où les entreprises en cause auraient subi de nouvelles majorations admises légalement, soit en ce qui concerne les salaires, soit en ce qui concerne les prix des matières premières utilisées, et après qu'elles auront fait la preuve de l'impossibilité où elles se trouvent d'absorber dans le prix de revient de leurs fabrications les dites majorations.

Ces demandes seront obligatoirement accompagnées de tous renseignements et justifications relatifs à l'incidence des nouveaux salaires ou des nouveaux

prix des matières premières sur les prix de revient et à la situation financière et économique des entreprises. Elles pourront être valables pour l'ensemble d'une corporation et devront, dans ce cas, être présentées par l'intermédiaire du syndicat intéressé ou de tout autre organisme professionnel qualifié.

L'instruction de ces demandes sera effectuée par la Commission des Prix qui en transmettra le dossier avec ses propositions motivées au Commissaire de la République. Ce dernier fixera par décision le pourcentage de majoration à accorder éventuellement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions ainsi qu'en tous lieux publics.

Lomé, le 31 juillet 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Mercuriales officielles

ARRETE N° 541 AE/D du 1^{er} août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le Décret 47.808 du 24 avril 1947, promulgué par arrêté n° 343 Cab. du 14 mai 1947 et portant abrogation du décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté 551 D. du 19 juillet 1946 rendant applicable au Territoire l'arrêté 2.559 D. du 17 juin 1946 fixant les mercuriales officielles pour le calcul des droits ad valorem à l'entrée en A.O.F.;

Vu les propositions formulées par la commission des mercuriales;

Sous réserve de l'approbation en conseil privé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des mercuriales officielles pour le calcul des droits ad valorem à l'entrée du Territoire, annexé à l'arrêté 551 D du 19 juillet 1946, est modifié ainsi qu'il suit :

Farine de froment en sacs . . .	100 K.B.	1.000
Fûts en fer importés pleins de gas-		
oils, fuel-oils et brais mous . . .	100 K.N.	100
Fûts en fer importés pleins au-		
tres	100 K.N.	750

Fûts en bois importés pleins (1)	1/2 muids et tous fûts d'une contenance su- périeure à 250 li- tres la pièce	600
	barriques de 220 à 250 litres la pièce	300
	Sixains et autres em- ballages similaires de moins de 220 litres la pièce	200

(1) La mercuriale s'applique aux futailles en bois importées pleines de liquides taxés à la valeur à l'exclusion de celles contenant des liquides taxés spécifiquement qui, en vertu de la réglementation douanière, sont classées comme emballages sans valeur marchande;

Les droits ad valorem applicables à l'entrée du Territoire pour les autres produits continueront d'être liquidés par la Douane conformément aux indications des textes en vigueur.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 1^{er} août 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

ARRETE N° 542 AE/D du 1^{er} août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret 47.808 du 24 avril 1947, promulgué par arrêté n° 343 Cab. du 14 mai 1947 et portant abrogation du décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu le décret du 22 septembre 1942 approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942 fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en A.O.F.;

Vu l'arrêté 551 D. du 19 juillet 1946 rendant applicable au territoire l'arrêté 2.559 D. du 17 juin 1946 fixant les mercuriales officielles pour le calcul des droits ad valorem à l'entrée en A.O.F.;

Vu l'arrêté 281 AE. du 16 avril 1947 fixant les valeurs mercuriales pour les produits à l'exportation;

Vu les propositions formulées par la commission des mercuriales;

Sous réserve d'approbation en conseil privé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 281 AE du 16 avril 1947, et fixant les mercuriales officielles pour les produits à l'exportation est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Numéro de la Nomenclature du tarif	Désignation des Produits	Unité de Valoration	Valoration	Observations
<i>Première section</i>				
CHAPITRE II				
Produits et dépouilles d'animaux				
35 à 39	Pelleteries arseniquées ou séchées			
	1 ^{er} choix	la peau	28	
	2 ^{me} choix	—	23	
	3 ^{me} choix	—	19	
	Cuir secs arseniqués brousse bossus			
	1 ^{re} classe	la tonne	40.440	
	2 ^{me} classe	—	32.440	
	3 ^{me} classe	—	24.020	
	Cuir secs arseniqués brousse plats			
	1 ^{re} classe	—	44.650	
	2 ^{me} classe	—	35.385	
	3 ^{me} classe	—	26.545	
	Cuir secs arseniqués boucherie brousse			
	1 ^{re} classe	—	46.335	
	2 ^{me} classe	—	37.070	
	3 ^{me} classe	—	27.805	
	Cuir secs arseniqués boucherie plats			
	1 ^{re} classe	—	50.545	
	2 ^{me} classe	—	40.440	
	3 ^{me} classe	—	30.335	
CHAPITRE V				
Matières dures à tailler				
105-106	Défenses d'éléphant	le Kg.	250	
<i>Deuxième section</i>				
CHAPITRE VII				
Fruits et graines				
181	Arachides décortiquées logées	la tonne	10.225	
193 a	Amandes de palmes ou palmistes			
	vrac	—	8.000	
	logé	—	8.400	
193 b	Amandes de Karité logées	—	7.185	à compter du 1 ^{er} juillet 1947 campagne 1947-1948
CHAPITRE III				
Denrées coloniales de consommation				
230	Piments			
	moyens	—	30.000	
	petits	—	40.000	
CHAPITRE IX				
Huiles et sucres végétaux				
250-251	Huile de palme type n° 5 vrac	—	13.830	Huile de palme-3 ^{me} partie campagne 46-47
	fôts à rendre	—	14.300	

Numéro de la Nomenclature du tarif	Désignation des Produits	Unité de Valoration	Valoration	Observations
	CHAPITRE X Espèces médicinales			
291	Gingembre sec	la tonne	40.000	
	CHAPITRE XII Fruits, tiges et filaments à ouvrer			
337-338	Kapok égrené			
	blanc	—	35.000	
	gris	—	32.500	
	Quatrième section Fabrication			
	CHAPITRE XXVII Peaux et pelleteries ouvrées			
920 ^b 922 ^b 924 ^b	Peaux de Reptiles	<i>Longueur</i>		
	moins de 20 ^{cm} de large	le mètre	100	
	De 20 à 24 ^{cm} de large	—	150	
	au-dessus de 24 ^{cm} de large	—	200	
920 ^b 922 ^b	Peaux d'iguanes et de varans	la peau	80	

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 1^{er} août 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Produits pharmaceutiques

ARRETE N° 544/A.P.A. du 2 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo, ensemble le décret du 25 mai 1932 le complétant;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo;

Vu l'arrêté N° 650 du 15 novembre 1928 portant application des dispositions du décret du 4 mai 1928, ensemble tous arrêtés le modifiant ou le complétant;

Sur la proposition du Directeur de la Santé Publique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la liste N° 1 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 susvisé :

Bulgarine (gouttes et pilules)

Cascarine

Charbon Fraudin

Collyre bleu

Collyre rose

Collyre Irrad

Eucalyptine

Elixir Bonjean

Hepato-Carnine

Néo-Carnine

Quinimax

Tonique Lefrancq

Total Magnésien

Sel Marva

Fletonie

Rhino-Rex

Comprimés Famel

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 août 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Plan de développement économique et social**Budget spécial**

ARRETE N° 553 F. du 4 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu la loi du 30 avril 1946, tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution du Plan de développement et d'équipement des Territoires d'Outre-Mer;

Vu le décret du 16 octobre 1946 portant création dans les Territoires d'Outre-Mer de Budgets Spéciaux d'exécution des Plans d'équipement et de développement des Territoires d'Outre-Mer;

Vu la délibération de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 24 mai 1947;

Vu l'avis du Comité Directeur du Fonds d'Investissement pour le Développement économique et social des Territoires d'Outre-Mer en sa séance du 12 juillet 1947;

Vu le Télégramme N° 23/Plan du 19 juillet 1947 du Ministère de la France d'Outre-Mer;

Le Conseil Privé entendu,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget spécial du plan de développement économique et social du territoire du Togo pour l'exercice 1947, est arrêté en recettes à Cent soixante quatre millions sept cent mille francs (164.700.000 frs.) et en dépenses à Trois cent soixante millions quatre cent mille francs (360.400.000 frs.) pour les crédits d'engagement et à Cent soixante quatre millions sept cent mille francs (164.700.000 frs.) pour les crédits de paiement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 août 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

P. T. T.

Colis postaux — Envois contre remboursement

ARRETE N° 556 P.T.T. du 5 août 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté général n° 883/D.T. du 20 mars 1945 portant réaménagement de certaines taxes postales et télégraphiques dans le régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris), le régime franco-colonial et le régime intercolonial;

Vu le radiotélégramme officiel n° 282 Cirtr/3/C du 23 juillet 1947 de la France d'Outre-Mer;

Sur la proposition du Chef du Service des P.T.T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur franco-colonial et intercolonial le montant maximum des colis postaux et envois contre remboursement est porté à 50.000 francs métropolitains soit 29.410 francs CFA.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur pour compter du 16 août 1947, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 août 1947.

*Pour le Commissaire de la République absent,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

Valeurs déclarées

N° 557 P.T.T. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

5 août 1947. — A compter du 16 août 1947, le bureau de postes de Bassari est ouvert au service des valeurs déclarées.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations**

Par décision N° 502 P. du :

31 juillet 1947. — M. Combes Emile, Aide-Contrôleur avant 18 mois du Cadre commun supérieur des Eaux et Forêts de l'A.O.F., en service à Lomé, est nommé Chef de la Section des Eaux et Forêts au Bureau des Affaires Economiques, en remplacement de M. Villedon de Naide Marc, Contrôleur après 18 mois du Cadre Commun Supérieur des Eaux et Forêts de l'A.O.F. partant en congé en France.

M. Combes Emile est habilité, conformément aux dispositions de l'article 46 du décret du 5 février 1938, et en l'absence d'Officiers forestiers, à exercer directement les actions et poursuites judiciaires concernant les infractions au règlement forestier devant les juridictions françaises et indigènes.

M. Combes Emile est, en outre, habilité à prononcer à l'encontre du personnel indigène placé sous son autorité, les sanctions disciplinaires prévues à l'alinéa a de l'article 31 de l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945.

Par décision N° 511 P. du :

5 août 1947. — M. Meneau Jean, Commandant du Cercle de Klouto, est provisoirement nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Chef du Secteur auxiliaire douanier du Centre, en remplacement du sous-brigadier Guidicelli Albert en instance de départ en congé.

Par arrêté N° 562 E. du :

7 août 1947. — Sont titularisés ou délégués dans les fonctions de directeurs d'écoles, les fonctionnaires du cadre métropolitain de l'enseignement dont les noms suivent :

M. Beuter Marc, instituteur de 2^e classe du cadre métropolitain, est titularisé dans les fonctions de directeur d'école à 10 classes et plus pour compter du 13 février 1946.

M. Grouillet Georges, instituteur de 2^e classe du cadre métropolitain, est délégué dans les fonctions de directeur d'école de 5 à 9 classes pour compter du 8 septembre 1945.

M. Sohier Marcel, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain délégué dans les fonctions de directeur d'école à 3 et 4 classes pour compter du 1^{er} janvier 1943, est titularisé dans ces fonctions pour compter du 1^{er} janvier 1945; il est nommé directeur d'école de 5 à 9 classes pour compter du 19 janvier 1947.

M. Sauboua Jean, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain délégué dans les fonctions de directeur d'école à 3 et 4 classes pour compter du 1^{er} février 1943, est titularisé dans ces fonctions pour compter du 1^{er} février 1945.

M. Buisson André, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain, délégué dans les fonctions de directeur d'école de 5 à 9 classes pour compter du 6 mars 1945, est autorisé à reprendre ces fonctions pendant 1 an et pour compter du 6 mars 1947.

M. Morin Charles, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain, délégué dans les fonctions de directeur d'école de 5 à 9 classes pour compter du 15 mai 1945, est titularisé dans ces fonctions pour compter du 15 mai 1947.

M. Giraud Robert, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain est délégué dans les fonctions de directeur d'école de 5 à 9 classes pour compter du 8 septembre 1945.

M. Petit Guy, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain est délégué dans les fonctions de directeur d'école de 5 à 9 classes pour compter du 1^{er} octobre 1945.

Madame Pokorny Janine, institutrice de 6^e classe du cadre métropolitain est déléguée dans les fonctions de directrice d'école de 5 à 9 classes pour compter du 13 février 1946.

Le présent arrêté abroge toutes les désignations antérieures de directeurs d'écoles.

Passage à l'échelon supérieur de solde

Par décision N° 513 P. du :

6 août 1947. — Est constaté pour compter du 21 juillet 1947, parmi le personnel du cadre commun supérieur des Eaux et Forêts de l'A.O.F. en service au Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Combes Emile, Aide-Contrôleur des Eaux et Forêts avant 18 mois, qui passe Aide-Contrôleur après 18 mois.

Intégration

Par arrêté N° 540 P. du :

1^{er} août 1947. — M. Gnansounou Victor, Commis d'Administration principal de 1^{re} classe, en service au Bureau d'Etudes des Chemins de fer, est intégré, pour compter du 1^{er} Août 1947, dans le cadre secondaire du Réseau des Chemins de Fer du Togo, en qualité d'agent technique stagiaire (Echelle 3, échelon I).

M. Gnansounou conserve, à titre personnel, le bénéfice de la solde afférente au grade de Commis d'Administration principal de 1^{re} classe (60.000 francs) jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement ou d'une révalorisation des traitements, il puisse prétendre à une solde égale ou supérieure dans le cadre secondaire des Chemins de fer.

ACTES DU GOUVERNEMENT DU CAMEROUN

Assimilation — Incorporation

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République au Cameroun en date du 21 juillet 1947 :

Les agents dont les noms suivent provenant du cadre local des Travaux Publics du Togo et en service détaché au Cameroun sont, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1946, admis au bénéfice des dispositions de l'arrêté n° 4072 du 31 octobre 1946 et assimilés aux grades, classes et échelons de solde ci-après :

Nom et prénoms	Grade et classe dans le cadre d'origine au 1/1/1946	Solde	Grade d'assimilation dans le cadre local au 1/1/1946	Solde
M.M. Mandon René Stoll René	Chef surveillant avant 2 ans	66.000	Chef surveillant ppl. de 2 ^{me} cl.	108.000
	Chef ouvrier d'art ppl. après 2 ans	80.000	Chef ouvrier d'art ppl. de classe exceptionnelle avant 2 ans	120.000

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République au Cameroun en date du :

21 juillet 1947. — Les agents dont les noms suivent, appartenant aux cadres locaux des Travaux Publics de l'A.O.F. et du Togo et en service détaché au Territoire, sont, pour compter du 1^{er} juillet 1946 tant

au point de vue de la solde que de l'ancienneté, incorporés dans le cadre commun des Travaux Publics et des Services Maritimes du Cameroun, dans les conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté n° 819 du 19 mars 1947, et conformément au Tableau de reclassement ci-après :

Nom et Prénoms	Situation dans le cadre d'origine au 1/7/46	Grade d'assimilation dans le cadre local au 1/7/46	Grade d'incorporation dans le cadre commun au 1/7/46	Solde dans le cadre commun	Date du dernier avancement dans le cadre d'origine	Ancienneté-civile conservée dans la cl. ou le grade au 1/7/46
M.M. Mandon René	Chef surveillant avant 2 ans.	Chef surveillant ppl. de 2 ^{me} classe	Conducteur de Travaux ppl. de 1 ^{re} cl.	114.000	1. 1. 1946	6 mois
Stoll René	Chef ouvrier d'art ppl. après 2 ans.	Chef ouvrier d'art ppl. de cl. exceptionnelle (avant 2 ans)	Contremaître hors classe.	126.000	1. 1. 1946	6 mois

PERSONNEL AUTOCHTONE

Nominations

Par décision N° 520 P. du :

7 août 1947. — Le nommé Odonkor Arnold Janssen est engagé, pour compter du 1^{er} août 1947, en qualité de commis, au salaire mensuel de Trois mille (3.000) francs, et mis à la disposition du Receveur des Domaines, en remplacement numérique du Commis adjoint des services Administratifs de l'A.O.F. Dosseh André Michel, mis à la disposition du Bureau de l'Assemblée Représentative du Togo.

Affectations — Mutations

Par décision N° 504 P. du :

31 juillet 1947. — M. Tétégan Christophe, Commis adjoint de 4^e classe du cadre commun secondaire des Transmissions de l'A.O.F., détaché au Togo par arrêté général n° 684 P/4 du 10 février 1947, est mis à la disposition du Chef des services Postaux et Techniques des Transmissions.

Par décision N° 506 P. du :

1^{er} août 1947. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel africain des Douanes du Togo, pour compter du 15 août 1947 :

M. Akuesson Valentin, Commis principal de 1^{re} cl., chef du poste des Douanes de Badou, est affecté au Bureau des Douanes de Lomé.

M. Abalo Joseph, préposé de 4^e classe, chef du poste des Douanes de Bangéli, est nommé chef du poste des Douanes de Badou, en remplacement du commis principal Akuesson.

M. Yigan Joseph, préposé de 5^e classe, chef de la Brigade Mobile de Palimé, est nommé chef du poste des Douanes de Bangéli, en remplacement du préposé Abalo.

M. Aziglossou Emile, préposé de 5^e classe, chef du poste des Douanes de Batomé, est nommé adjoint au chef du poste des Douanes de Kwadjovikopé, en remplacement du préposé Bruce.

M. Bruce Frédéric, préposé de 5^e classe, adjoint au chef du poste des Douanes de Kwadjovikopé, est nommé chef du poste des Douanes de Batomé, en remplacement du préposé Aziglossou.

Par décision N° 507 P. du :

1^{er} août 1947. — Est et demeure rapportée la décision n° 492/P du 26 juillet 1947 mettant l'agent auxiliaire Djirackor Clément, en service à Palimé, à la disposition du Receveur des Domaines à Lomé.

Par décision N° 512 P. du :

5 août 1947. — La sage-femme africaine de 1^{re} cl. Da Costa Eugénie, en service à Lomé, est affectée provisoirement à Atakpamé, pendant la durée du congé de maternité de 2 mois accordé à la sage-femme africaine de 1^{re} classe Fumey Christine.

Rappel à l'activité

Par arrêté N° 530 P. du :

30 juillet 1947. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne le garde-frontière de 6^e classe Dongo Tamona, l'arrêté n° 796/P du 21 octobre 1946, portant suspension de fonctions.

Disponibilité

Par décision N° 514 P. du :

6 août 1947. — Le garde-frontière de 4^e classe Agbokou Constantin, en disponibilité, est maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une période d'un an à compter du 4 août 1947.

Retraite

Par arrêté N° 558 P. du :

6 août 1947. — L'Infirmier spécialiste principal de 1^{re} classe Evénamédé Pierre, en service à Lomé, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service, pour compter du 1^{er} décembre 1947.

Prime de fin d'engagement

Par arrêté N° 549 P. du :

2 août 1947. — Il est attribué à M. Agama Kokou, charpentier auxiliaire, précédemment en service à Atakpamé, une prime de fin d'engagement de Cinq mille quatre cent vingt (5.420) francs.

Cette prime correspond au temps de service effectué, comme auxiliaire, par l'intéressé au Territoire pendant la période du 1^{er} janvier 1938 au 9 décembre 1946, et est calculée conformément à l'article 1^{er}, alinéa c) de l'arrêté n° 3.559/P. du 7 octobre 1943, au prorata des sommes perçues par lui sur les fonds du budget local, c'est-à-dire :

$$\frac{90.348 \text{ f.} \times 6}{100} = 5.420 \text{ f.,88}$$

Démission

Par décision N° 510 TP. du :

2 août 1947. — Le mécanicien-conducteur auxiliaire Baba Kako, en service au Garage Central de Lomé, est considéré comme démissionnaire de son emploi

et rayé des contrôles pour compter du 12 juin 1947, date à laquelle il n'a pas rejoint son poste à l'expiration de sa permission exceptionnelle.

Révocations

Par arrêté N° 531 P. du :

30 juillet 1947. — Le garde-frontière de 5^e classe Barrigah Ebénézer est révoqué de ses fonctions pour compter du 25 juin 1947, date à laquelle il a été condamné par le Tribunal de Première Instance de Lomé à 15 mois de prison pour abus de confiance.

Par arrêté N° 548 P. du :

2 août 1947. — L'infirmier vétérinaire de 5^e classe Djéri Gbaté en service à Mango, est révoqué de son emploi pour faute grave.

Le présent arrêté, aura effet pour compter du lendemain de sa notification à l'intéressé.

DIVERS

Commandement indigène

Allocations

Par décision n° 521 APA. du :

7 août 1947. — Il est alloué aux chefs indigènes du Cercle d'Anécho ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1946, les allocations suivantes :

	Fr.
Djossou Mlapa, Chef du village autonome de Togoville	3.000
Combété, Chef du village autonome de Sigbéhoué	2.000
Tékovi, Chef du village d'Anfoin	2.000
Abalo, Chef du village d'Atouéta	2.000
Ayee, Chef du village de Séko	500
Kokou, Chef du village de Batonou	500
Noussougan, Chef du village de Tanou	500
Assignon, Chef du village d'Ahépé Apédomé	2.000
Amaglo, Chef du village d'Ahépé Nuatché	500
Adjokou, Chef du village d'Ahépé Assiko	500
Ayassou, Chef du village de Kouvé	4.000
Maoussi, Chef du village de Safi Etchrami	200
Sénavo, Chef du village de Safi Kpondavé	200
Adjakpo, Chef du village de Safi Dokor	200
Sagbavi, Chef du village de Vo Davou	200
Tengué, Chef du village de Sévagan	2.000
Hunkpati, Chef du village de Momé	1.500
Houeleté, Chef du village de Momé Gbavé	500
Alognon, Chef du village de Kponou	2.000
Logossou, Chef du village de Klologto	1.000

La dépense est imputable au chapitre 4 (Service d'Administration Générale) — article 5 (Circonscriptions Administratives — Personnel indigène) paragraphe 3 (Traitements des Chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — Budget Local du Togo — Exercice 1947.

Contrôle des prix et stocks

Par arrêté n° 555 AE du :

5 août 1947. — Est rapporté l'arrêté n° 582 AE/CPS du 3 août 1946 nommant provisoirement M. Moreau, Administrateur-Adjoint des Colonies, Chef du Service Local du Contrôle des Prix et Stocks.

En application de l'arrêté N° 536 AE du 7 octobre 1943, cette fonction est remplie par M. Foursaud, Inspecteur des Affaires Administratives.

Enseignement

Par décision n° 517 E. du :

7 août 1947. — Sont déclarés admis à l'examen pour l'obtention du certificat d'Enseignement primaire supérieur les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

- 1° — Goka André, Mention assez bien
- 2° — Tété Godwin, Mention assez bien
- 3° — Ajavon Julien, Mention assez bien
- 4° — d'Almeida Emmanuel, Mention assez bien
- 5° — Chilloh Eusèbe, Mention assez bien
- 6° — Koffi Antoine, Sans mention
- 7° — Johnson Gabriel, sans mention
- 8° — Johnson Hyacinthe, sans mention
- 9° — Aubenas Gabrielle, sans mention
- 10° — Quashie Félicité, sans mention
— Koumako Jacques, sans mention
- 12° — Atsu François, sans mention
- 13° — Amevoh Pierre, sans mention
- 14° — Amedegnato Patrice, sans mention
- 15° — Koehler Théodore, sans mention
- 16° — Ogane Emile, sans mention
- 17° — Amah Rudolph, sans mention
- 18° — Adjiwanou Edouard, sans mention
- 19° — Poupard Michel, sans mention
- 20° — Loko Sébastien, sans mention
- 21° — Ekoué Innocent, sans mention
- 22° — Ekoué Emmanuel, sans mention.

Par décision n° 518 E. du :

7 août 1947. — Sont admis à l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé, les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

- 1° — Aithnard André,
- 2° — Agbétonyon Bernabé,
- 3° — Tettekpoé Raymond,
- 4° — Gomez Antoine,
— d'Almeida Ayité,
- 6° — Freitas Gilles,
- 7° — Têvi Jean,
- 8° — Kekeh Michel,
- 9° — Foadey Augustin,
— Adenka Adébouté,
- 11° — Ayassou Daniel,
- 12° — Walckoff Théophile,
- 13° — Agbékodo Koufiandan,
- 14° — Dravie M. Ferdinand,
— Medessi Tossigni,
- 16° — Anthony Hélène,
— Gnagblodjo Sovissi,

- 18° — Amouzou Joseph,
- 19° — Dovi Théodore,
- 20° — Eдорh Zinsou,
— Lawson Stephanus,
— Elesessi Kouévi,
- 23° — Amégninou Paul,
— Nyawonawe André,
- 25° — Djoboku Ruby,
- 26° — Akakpo Afanou,
- 27° — Amegee Victor,
— Bansou Mathias,
— Sohe Tona Pierre,
- 30° — Doh Dotsé Elias,
- 31° — d'Almeida Antoine,
- 32° — Amegnizin Victor,
- 33° — Zekpa Sébastien,
- 34° — Abotshi Thaddée,
- 35° — Djoboku Rubina.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1947.

Par décision n° 519 E. du :

7 août 1947. — Sont admis au Cours Normal des Moniteurs de l'Enseignement primaire d'Atakpamé, les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

- 1° — Akoutan Emmanuel,
- 2° — Doh John,
- 3° — Gado Philippe,
- 4° — Têvi Jean,
- 5° — Kuassivi Gottlieb,
- 6° — Francis Emmanuel,
- 7° — Amenuve Ametoyona,
— Agbekodo Mélézézéno,
- 9° — Doussevi Paul,
— Johnson Ignace,
- 11° — d'Almeida Ayité,
— Sodjati Félix,
- 13° — Agbavoh Sylvestre,
- 14° — Kpakpaloulou Emile,
— Eklou Faustin,
- 16° — Agbodjan Joseph,
- 17° — Konatse Jean,
- 18° — Lawson Dieudonné,
— Akoueson Théophile,
- 20° — Eklou Eugène,
- 21° — Atahouma Benjamin,
- 22° — Abjassi Louis,
- 23° — Badohoun René,
— Lawson Abraham,
- 25° — Doussi Nicolas,
— Gnagblodjo Sovissi,
- 27° — Fiatouwo Paul,
- 28° — Djibom Emmanuel,
— Tam Gnaoussima
- 30° — Sossou Jean,

Liste supplémentaire

- 31° — Adjahoto Amouzou,
— Abotshi Benoît,
- 33° — Hodédin Messanvi,
- 34° — Moevi Ezichiel.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1947.

Huissiers

Par arrêté n° 537 APA. du :

31 juillet 1947. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 624/APA. du 23 août 1946 et l'arrêté n° 978/APA. du 21 décembre 1946 sont abrogés.

M. Tison, gendarme, chef du poste de Gendarmerie d'Anécho est nommé provisoirement fonctionnaire huissier près la Justice de Paix d'Anécho.

M. Menager, gendarme, chef du poste de Gendarmerie de Sokodé est nommé provisoirement fonctionnaire huissier près la Justice de Paix de Sokodé.

L'Assjstant de police adjoint de 6^e classe Joshua Elie en service à Atakpamé est nommé provisoirement fonctionnaire huissier près la Justice de paix d'Atakpamé.

Justice

Par arrêté n° 543 APA du :

1^{er} août 1947. — M. de Reilhan de Carnas Jacques, Administrateur-Adjoint des Colonies, est nommé membre suppléant du Tribunal Colonial d'Appel de Lomé, en remplacement de M. Poyet Henri, Administrateur-adjoint des Colonies.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 535 APA du :

31 juillet 1947. — Les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté N° 559/A.P.A. du 24 juillet 1945 sont modifiées comme suit :

S.C.O.A.

Factorerie de Tsévié — Gérant : Laurent Gokar
Factorerie d'Assahoun — Gérant : Mathias Ahianou
Factorerie d'Anécho — Gérant : Emmanuel Ahiatsé

Par arrêté n° 536 APA du :

31 juillet 1947. — Les dispositions de l'article premier de l'arrêté N° 897/A.P.A. du 23 novembre 1946 sont modifiées comme suit :

Etablissements R. Eychenne

Factorerie d'Atakpamé — Gérant : Longin Comlan da Cruz.

Santé**Ecole des infirmiers et infirmières**

Par décision n° 515 SS du :

6 août 1947. — L'ouverture du concours d'entrée à l'Ecole des Infirmiers et Infirmières de Lomé pour l'année scolaire 1947-1948 est fixée au Lundi 25 août 1947 à 7 heures.

Le nombre des places mises au concours est fixé à 30.

Le concours sera ouvert dans tous les Chefs-lieux de cercle suivant les modalités fixées par l'arrêté n° 379/P du 28 mai 1947.

Terrain domanial

Par arrêté n° 554 Dom. du :

4 août 1947. — Le titre foncier N° 794 du territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété au sieur Sokpolie Aloys, Mécanicien à Atakpamé.

ACTES DU POUVOIR REGIONAL DE SOKODE**Viande de boucherie**

ARRETE régional N° 3.

L'Administrateur des Colonies,
Commandant le Cercle de Sokodé,

Vu l'arrêté Régional n° 1 du 20 mars 1947;
Vu l'avis formulé par la corporation des bouchers de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 1 susvisé est modifié comme suit dans son article premier.

Prix du bœuf sur pied à Sokodé 11 francs le kg.

Prix du bœuf à l'étal à Sokodé 30 francs le kg.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} août 1947 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Sokodé, le 16 juillet 1947.

F. GUILLOU.

Approuvé :

Lomé, le 29 juillet 1947.

Pour le Gouverneur des Colonies
Commissaire de la République au Togo
absent, l'Inspecteur des Affaires
administratives, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,
L. FOURSAUD.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Office colonial des changes du Togo**

Avis relatif à la réquisition de certaines valeurs mobilières étrangères libellées en dollars U. S. A.

Les dispositions du décret N° 46-1698 du 26 juillet 1946 portant réquisition des valeurs mobilières étrangères sont rendues applicables à dater du jour de publication du présent avis au Journal Officiel de la Colonie, dans les conditions et délais ci-après précisés, aux valeurs mobilières libellées en dollars U.S.A. qui figurent sur la liste annexée au présent avis.

TITRE PREMIER**DES PERSONNES ATTEINTES PAR LA RÉQUISITION**

I — Sont tenues de l'obligation de céder leurs valeurs :

a) Les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français et ayant leur résidence habituelle en France, en Algérie ou dans un territoire relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

b) Les personnes morales pour leurs établissements dans les mêmes territoires.

Sont toutefois provisoirement dispensées de l'obligation de cession les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français dont la résidence habituelle se trouve dans l'Union Indochinoise ou les Etablissements français de l'Inde ainsi que les personnes morales pour leurs établissements dans l'Union Indochinoise ou dans les établissements français de l'Inde.

2 — Les banques, agents de change, courtiers en valeurs mobilières, établissements financiers, sont tenus de l'obligation de cession non seulement pour les valeurs qui leur appartiennent en propre, mais pour les valeurs appartenant à leur clientèle.

3 — Lorsque des valeurs sont déposées en compte joint, conservées dans un coffre loué conjointement par plusieurs personnes, ou font l'objet de propriété indivise, chacun des titulaires du compte, des locataires du coffre et des propriétaires indivis est tenu de l'obligation de cession pour l'ensemble des valeurs.

4 — Lorsque la personne tenue de l'obligation de cession est absente ou empêchée, l'obligation incombe à son fondé de pouvoirs. Ce terme doit être pris dans son acception la plus large et s'applique notamment à toute personne qui, soit du fait de dispositions légales (tuteurs, curateurs, administrateurs, séquestres), soit du fait de décisions judiciaires (administrateurs judiciaires) soit du fait de conventions particulières (administrateurs de biens, notaires, liquidateurs amiables, exécuteurs testamentaires, etc...) gère pour le compte d'autrui des valeurs mobilières étrangères.

TITRE II

DES VALEURS SOUMISES A LA RÉQUISITION.

1 — Sont soumises à la réquisition les valeurs figurant sur la liste visée au § 1^{er} du présent avis, quelle que soit leur forme : titres au porteur, valeurs nominatives représentées par un certificat nominatif, valeurs nominatives non représentées par un certificat nominatif (1).

2 — Sont seules soumises à la réquisition celles de ces valeurs qui appartiennent aux personnes visées au titre 1^{er} à la date du présent avis. Echappent, en conséquence, à la réquisition, celles de ces valeurs que lesdites personnes viendraient à acquérir postérieurement à cette date.

(1) Les titres appelés au remboursement total antérieurement à la date de publication du présent avis ne figureront pas sur la liste des valeurs réquisitionnées. Il est rappelé, qu'aux termes de la réglementation en vigueur, l'encaissement de ces titres doit obligatoirement être effectué dans un délai d'un mois à compter de la date d'exigibilité, le produit en devises de l'opération étant immédiatement cédé au Fonds de Stabilisation des Changes.

3 — Les valeurs réquisitionnées le sont avec la jouissance qu'elles ont la date du présent avis (2), soit sur place de New-York, soit sur toute autre place des Etats-Unis, si elles ne sont pas traitées à New-York.

Il en résulte :

Que les revenus échus antérieurement à cette date sont acquis aux anciens propriétaires des valeurs, sans qu'il y ait lieu de faire de distinction selon que lesdits revenus ont ou n'ont pas été effectivement encaissés ;

Que les revenus venant à échéance postérieurement à cette date ne doivent au contraire pas revenir aux anciens propriétaires des valeurs à l'exception, toutefois, pour les obligations de la fraction des intérêts qui, à la date de réquisition, étaient déjà courus.

Que le Trésor français exerce aux lieu et place des anciens propriétaires tous les droits attachés aux titres à la date de réquisition et dont la valeur est incluse dans le cours servant à déterminer le prix de réquisition.

Que les anciens propriétaires ne peuvent exercer les droits, quelle qu'en soit la nature : droits de souscription, d'attribution, d'option, etc..., attachés aux titres réquisitionnés, dès l'instant que les décisions des sociétés ou collectivités émettrices ayant donné naissance à ces droits sont postérieures à la date de réquisition ; ils sont tenus, dans tous les cas, de céder au Trésor français tous les pouvoirs qu'ils pourraient avoir reçu à cet égard, desdites sociétés ou collectivités émettrices.

Les modalités d'application de ces dispositions, ainsi que les solutions aux problèmes fiscaux qui peuvent se poser à cette occasion, sont précisées aux intermédiaires par l'Instruction de la Banque de France (+) dont ils prendront connaissance à l'Office des Changes comme pour l'application de l'Instruction n° 82 relative à la réquisition de certaines valeurs libellées en sterling.

TITRE III

DE LA PROCÉDURE GÉNÉRALE DE RÉQUISITION

Chapitre 1^{er} — Titres matériellement conservés en France (3) titres au porteur, certificats nominatifs).

A) — Rôle du propriétaire des titres :

a) Titres au porteur : le propriétaire n'a d'autres diligences à faire que d'accuser réception à l'établissement dépositaire d'une lettre que lui écrit celui-ci pour lui communiquer la liste de ceux de ses titres qui sont cédés en exécution de la réquisition ;

b) Valeurs nominatives : le propriétaire doit s'adresser à l'intermédiaire chez qui le certificat est en dépôt,

(2) Soit le 6 juillet 1947 qui est la date de sa publication au Journal Officiel de la Métropole.

Les cours de cotation aux Etats-Unis ne tenant pas compte de ces intérêts. Au cas exceptionnel où les anciens propriétaires des valeurs réquisitionnées auraient reçu la disposition d'intérêts ou dividendes ne devant pas leur revenir, ces intérêts ou dividendes seraient déduits du montant de l'indemnité de réquisition.

(+) brochure verte.

(3) On entend dans le présent avis par « France » les territoires ci-dessus visés au titre I, § 1.

afin de lui remettre un ordre de transfert dans les conditions qui lui seront précisées par cet intermédiaire.

B — Rôle des Etablissements dépositaires :

a) Dispositions propres aux titres au porteur : L'établissement dépositaire est tenu de mettre le titre en état de bonne livraison, en se conformant à cet égard aux indications données par l'Instruction de la Banque de France. Il doit, notamment, détacher les coupons portant un numéro antérieur à celui dont il est précisé qu'il doit rester attaché au titre;

b) Dispositions propres aux valeurs nominatives : L'établissement dépositaire fait signer par le titulaire, du certificat nominatif un ordre de transfert sans préciser le nom du cessionnaire, ni le prix de la cession;

c) Dispositions communes aux titres au porteur et aux valeurs nominatives. Les titres au porteur, les certificats nominatifs et les ordres de transfert font l'objet de remises à la Banque de France, au Service de réquisition des valeurs mobilières étrangères 16 rue de Thann, Paris 17^e. Ces remises comportent la confection de plis et la rédaction de bordereaux. Confection des plis et rédaction des bordereaux sont effectuées selon des modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France.

Les remises sont adressées au Service de réquisition, soit directement par les établissements dépositaires, soit par l'intermédiaire d'organismes collecteurs.

C) — Rôle des organismes collecteurs :

Sont considérés comme organismes collecteurs :

Le siège des établissements de banque à succursales multiples pour leurs diverses agences, succursales, conservation;

Les chambres syndicales d'agents de change pour les charges y rattachées;

Les chambres des courtiers en valeurs pour les charges y rattachées.

Ces organismes collecteurs rassemblent les remises de leurs ressortissants et en effectuent la livraison au Service de réquisition en se conformant aux Instructions données par la Banque de France.

D) — Rôle du Service de réquisition des valeurs mobilières étrangères :

Ce service reçoit les remises qui lui parviennent soit des organismes collecteurs, soit des établissements dépositaires non rattachés à un organisme collecteur. Il assure l'envoi des titres à ses correspondants aux Etats-Unis.

E) Remarque importante :

Le paiement de l'indemnité de réquisition afférente aux valeurs visées au présent chapitre est subordonné :

En ce qui concerne les titres au porteur, à la production d'une attestation de propriété non ennemie signée par l'établissement dépositaire et analogue à celle exigée par l'Instruction n° 73 aux Intermédiaires, relative au service des valeurs mobilières émises aux Etats-Unis et appartenant à des personnes résidant en zone franc;

En ce qui concerne les titres nominatifs, si l'Office des Changes n'a pas déjà délivré le certificat de déblocage prévu par l'Instruction n° 32 aux Intermédiaires, relative aux avoirs français aux Etats-Unis, à la production des pièces justificatives prévues par ladite Instruction : demande de déblocage, tableau modèle n° 11 et pour les personnes physiques, certificat de nationalité et de résidence.

Si le certificat de déblocage prévu par l'Instruction n° 32 a déjà été délivré, l'établissement dépositaire en donne certification au service de réquisition.

Ces diverses formalités doivent être accomplies selon des modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France.

CHAPITRE II

TITRES AU PORTEUR MATÉRIELLEMENT DÉPOSÉS

AUX ETATS-UNIS — CERTIFICATS NOMINATIFS

MATÉRIELLEMENT DÉPOSÉS AUX ETATS-

UNIS — INSTRUCTIONS NOMINATIVES SUR LES LIVRES

D'UNE COLLECTIVITÉ NON REPRÉSENTÉES

PAR UN CERTIFICAT NOMINATIF

A) — Rôle du propriétaire des titres :

Le propriétaire des titres est tenu de s'adresser à un intermédiaire en France (1) et de remettre à celui-ci :

S'il s'agit de titres au porteur, un ordre prescrivant au dépositaire de livrer les titres à un correspondant du Service de réquisition aux Etats-Unis;

S'il s'agit de valeurs nominatives représentées par un certificat, un ordre prescrivant au dépositaire du certificat de livrer celui-ci à un correspondant du Service de réquisition aux Etats-Unis, accompagné d'un ordre de transfert ne précisant ni le nom du cessionnaire, ni le prix de la cession.

Au cas où les titres réquisitionnés sont conservés par un coffre ou ailleurs que dans une banque, le propriétaire doit, avant de suivre la procédure ci-dessus, prendre toutes mesures utiles pour les faire mettre à la disposition du correspondant aux Etats-Unis de l'intermédiaire en France choisi par lui.

B) — Rôles des intermédiaires :

Les intermédiaires doivent :

a) Assurer l'établissement des documents visés au § A précédent;

b) les adresser :

— Soit à l'établissement dépositaire aux Etats-Unis s'il s'agit de titres au porteur ou de valeurs nominatives représentées par un certificat;

— Soit au Service de réquisition s'il s'agit de valeurs nominatives non représentées par un certificat.

Les modalités d'exécution de ces diverses opérations, ainsi que les conditions d'établissement et d'expédition des bordereaux auxquelles elles donnent lieu, sont précisées par l'Instruction de la Banque de France.

C) — Remarque importante :

La livraison des valeurs mobilières visée au présent chapitre n'est pas assujettie à des formalités de déblocage, mais si les diligences prescrites par l'Instruction n° 32 n'ont pas été accomplies, le paiement de l'indemnité de réquisition afférente à ces valeurs est subordon-

(1) Voir la note (3) figurant au bas de la page 747;

né, aussi bien en ce qui concerne les titres au porteur que les titres nominatifs, à la production des pièces justificatives prévues par ladite Instruction; demande de déblocage, tableau modèle n° 11, et, pour les personnes physiques, certificat de nationalité et de résidence.

Si le certificat de déblocage prévu par l'Instruction n° 32 a déjà été délivré, certification doit être donnée au Service de réquisition par les établissements ayant transmis l'ordre de livraison. Ces diverses formalités doivent être accomplies selon les modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France.

CHAPITRE III

TITRES AU PORTEUR ET CERTIFICATS NOMINATIFS MATÉRIELLEMENT DÉPOSÉS A L'ÉTRANGER AILLEURS QU'aux États-Unis

A) — Titres conservés au Canada :

Les diligences à exercer sont les mêmes que pour les titres conservés matériellement aux États-Unis. La livraison des titres est toutefois subordonnée à l'accomplissement des formalités de déblocage afférentes aux avoirs français au Canada. En conséquence, l'intermédiaire résidant en France doit, avant de transmettre l'ordre de livraison :

Soit inviter le propriétaire à entreprendre ces formalités s'il ne l'a pas encore fait;

Soit s'assurer qu'elles ont été accomplies et en donner avis au dépositaire canadien.

B) — Titres conservés dans d'autres pays :

1 — Rôle du propriétaire des titres — Le propriétaire des titres est tenu de s'adresser à un intermédiaire en France et de lui remettre un ordre prescrivant au dépositaire étranger d'envoyer les titres à l'intermédiaire en France. Si les titres sont bloqués dans leurs pays de conservation, il est tenu d'effectuer les formalités de déblocage.

2 — Rôle des intermédiaires — Les intermédiaires sont tenus d'assurer l'expédition de ces ordres.

Lorsque les titres sont parvenus en France, la procédure de livraison prévue au chapitre 1^{er} ci-dessus est mise en œuvre; elle doit s'accompagner, le cas échéant, et selon modalités précisées par l'Instruction de la Banque de France, de la production des pièces justificatives prévues par l'Instruction n° 32 (demande de déblocage, tableau modèle n° 11 et, pour les personnes physiques, certificat de nationalité et de résidence), à moins que la livraison des valeurs au Service de réquisition ou l'un de ces correspondants américains ait été procédé de formalités de déblocage propres au pays de conservation.

TITRE IV DES DÉLAIS

1^o — Délais imposés aux propriétaires des titres — Les propriétaires de titres sont tenus de procéder aux diligences auxquelles ils sont astreints dans les quinze jours de la date de publication du présent avis au Journal officiel de la Colonie. (1)

(1) Dans le cas où les formalités exigées du propriétaire des titres nécessitent l'intervention d'un représentant consulaire des États-Unis, ce délai est porté à un mois.

2^o — Délais imposés aux intermédiaires — Les intermédiaires sont tenus de procéder aux diligences auxquelles ils sont astreints dans un délai d'un mois :

A compter de la date de publication du présent avis au Journal Officiel de la Colonie, lorsque aucune intervention du propriétaire des titres n'est nécessaire pour la livraison ou la cession des titres;

A compter de la remise des ordres de livraison ou de transfert lorsque de tels ordres sont nécessaires.

Les organismes collecteurs sont tenus de procéder à l'expédition des plis au fur et à mesure de leur réception.

3^o — Tout retard peut être sanctionné par une retenue opérée :

Sur le montant de l'indemnité de réquisition lorsque le retard est le fait du propriétaire des titres;

Sur le montant de leur commission lorsque le retard est le fait des intermédiaires.

TITRE V

DES INDEMNITÉS DE RÉQUISITION ET DE LEUR RÈGLEMENT

I — Montant de l'indemnité

L'indemnité de réquisition est égale au montant en dollars U.S.A. des valeurs réquisitionnées tel qu'il résulte du dernier cours coté avant la date de publication du présent avis au Journal Officiel de la Métropole pour ces valeurs sur la place de New-York ou sur toute autre bourse des États-Unis si les titres ne sont pas négociables à New-York.

L'indemnité de réquisition afférente à des obligations tient compte à la fois du cours des titres et de la fraction d'intérêts courus entre la dernière échéance et la date de réquisition.

Pour les valeurs qui ne sont pas cotées sur un marché régulier aux États-Unis, l'indemnité sera égale au dernier cours pratiqué à New-York avant la date du présent avis par les courtiers spécialisés dans la négociation des titres intéressés.

La conversion en francs, sera effectuée sur la base du cours acheteur pratiqué pour le dollar par le Fonds de Stabilisation des changes à la date de publication du présent avis au Journal Officiel de la Métropole.

Si des valeurs sont livrées à la réquisition sans avoir fait au préalable l'objet de déclarations ou de dépôt dans les délais impartis pour l'exécution de ces obligations, l'indemnité est diminuée du montant des pénalités exigibles pour défaut d'exécution desdites obligations. A cet égard, le Ministre des Finances, usant de son pouvoir transactionnel, est disposé à n'infliger aux propriétaires qui, ayant omis de déclarer ou de déposer leurs titres, les livreraient à la réquisition dans les délais prescrits, qu'une amende égale :

à 10 % de la contrevaletur de ces titres, si cette contrevaletur est comprise entre 20.000 et 100.000 francs métropolitains.

à 15 % de la contrevaletur de ces titres, si cette contrevaletur est comprise entre 100.000 et 250.000 francs métropolitains.

à 20 % de la contre valeur de ces titres, si cette contre valeur est comprise entre 250.000 et 500.000 francs métropolitains (1).

Il va de soi que le prélèvement de ces amendes, qui régularisera définitivement la situation des intéressés au regard de la réglementation des changes, ne dispensera pas les personnes coupables de non-déclaration de se mettre en règle avec les administrations fiscales.

II — Réglement de l'indemnité

Le montant des indemnités afférentes aux titres réquisitionnés est réglé aux bénéficiaires :

Soit pour les valeurs livrées au Service de réquisition, par l'intermédiaire de l'établissement qui a remis les titres;

Soit pour les valeurs livrées directement aux correspondants américains du Service de réquisition, par l'intermédiaire de l'établissement qui a transmis les ordres de livraison.

Le règlement est effectué après que le Service de réquisition a reçu un avis de ses correspondants aux Etats-Unis que les titres au porteur ont été jugés de bonne livraison ou que le transfert des valeurs nominatives a été réalisé. Ce règlement est toutefois subordonné, le cas échéant, à l'accomplissement des formalités de déblocage prévues au titre III, chapitre I, II et III ci-dessus.

TITRE VI

DES FRAIS AFFÉRENTS A LA RÉQUISITION

1^o — Les frais afférents à la mise des titres en état de bonne livraison sont à la charge des propriétaires des titres. Leur montant est déduit du montant de l'indemnité versée à ces propriétaires, selon des modalités qui sont précisées par l'Instruction de la Banque de France.

Ces frais sont les seuls qui soient supportés par les propriétaires des titres.

2^o — Tous autres frais sont à la charge du Trésor Français.

Les conditions dans lesquelles ces frais sont remboursés aux intermédiaires français et étrangers qui les ont engagés sont précisées par l'Instruction de la Banque de France.

TITRE VII

DE CERTAINS PARTICULIERS

I — Titres dépendant d'une succession

A) — Succession ouverte en France.

Le point de savoir si les titres compris dans une succession non liquidée sont ou non soumis à la réquisition est réglée en considération, non pas de la personne du de cuius, mais en considération de celle des héritiers et légataires.

Si, en exécution des volontés du de cuius, les titres soumis à réquisition doivent être individuellement attribués à tel ou à tel héritier ou légataire nommé désigné, ces titres sont ou ne sont pas cessibles selon

(1) Aucune amende ne sera infligée si la contre valeur des titres est inférieure à 20.000 francs métropolitains. Des décisions particulières au ministre interviendront si la contre valeur des titres est supérieure à 500.000 francs métropolitains.

que l'héritier ou le légataire entre ou n'entre pas dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition.

Si les titres soumis à la réquisition n'ont pas fait l'objet de la part du de cuius d'une attribution à tel ou à tel héritier ou légataire, il y a lieu de distinguer deux hypothèses :

Ou bien tous les héritiers et légataires entrent dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition : dans ce cas, l'ensemble des titres doit être cédé, à la diligence de l'Administrateur de la succession;

Ou bien certains héritiers ou légataires entrent dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition et d'autres n'y entrent pas. Dans ce cas, l'administrateur de la succession est tenu de céder une fraction de la masse des titres réquisitionnables égale à la quote-part de ces titres devant revenir aux héritiers et légataires atteints par la réquisition.

B) — Succession ouverte à l'étranger :

Lorsque ces titres soumis à réquisition dépendent d'une succession ouverte à l'étranger, les héritiers entrant dans la catégorie des personnes atteintes par la réquisition sont tenus de faire toutes diligences pour entrer en possession des titres, et de les faire déposer à leur nom chez un intermédiaire en France ou aux Etats-Unis, ils doivent ensuite, et selon le cas, se conformer à la procédure générale applicable à la cession des valeurs déposées en France ou à la cession des valeurs déposées aux Etats-Unis.

II — Titres affectés à la garantie d'une dette.

A) — Le créancier réside en France :

Les titres doivent être livrés à la réquisition. Les droits qu'avait le créancier sur les titres sont reportés sur l'indemnité de réquisition.

B) — Le créancier réside à l'étranger :

L'exécution de la réquisition est reportée au jour où les titres sont libérés en exécution du contrat qui liait le débiteur et le créancier, le débiteur est, dès à présent, tenu de faire connaître sa situation à l'Office des Changes.

III — Titres immatriculés au nom d'un « nommée » aux Etats-Unis.

Lorsque les titres soumis à réquisition ont été confiés à un nommée c'est-à-dire à une personne physique ou morale, au nom de laquelle ils sont immatriculés, le propriétaire réel est tenu de s'adresser à un intermédiaire en France, et de lui remettre des instructions à destination du « nommée ».

Ces instructions établies selon des modalités qui sont précisées aux Intermédiaires par l'Instruction de la Banque de France, invitent le « nommée » à transférer ou à faire transférer la propriété des titres, en état de bonne livraison, à l'un des correspondants du Service de réquisition des valeurs mobilières désignées dans cette instruction.

IV — Titres sous couvert de personnes physiques ou morales ayant reçu certains pouvoirs de gestion ou de disposition ci-après dénommés « trustees ».

A) — Définitions :

a) le « trustee » est la personne physique ou morale à qui l'acte constitutif du « trust » a confié le « fonds » du « trust » ou toute personne qui lui est substituée ;

b) le « bénéficiaire » est toute personne physique ou morale qui est en droit de recevoir du « trustee » tout ou partie des revenus ou du capital du « fonds » du « trust » ;

c) le « fonds » du « trust » est l'ensemble des biens, meubles et immeubles, corporels et incorporels, confiés au « trustee » ou provenant de leur emploi ;

d) le « constituant » (settlor) est la personne qui a constitué le « trust » soit à son propre bénéfice, soit au bénéfice de membres de sa famille ou de tiers quelconques ;

e) le mot « trust » dans le présent décret est pris dans son sens le plus large, tel qu'il ressort de la législation qui le régit.

B) — Obligations des « trustees » et « bénéficiaires »

a) Le « trustee » réside en France — Le « trustee » est tenu de céder les titres soumis à réquisition faisant partie du « fonds » du « trust », toutes les fois que le ou les « bénéficiaires » ou certains d'entre eux, entrent dans la définition donnée au titre I ci-dessus des personnes atteintes par la réquisition.

Cette obligation s'impose au « trustee », nonobstant toutes clauses conventionnelles figurant dans l'acte constitutif du « trust » ou toutes dispositions légales régissant celui-ci privant le ou les « bénéficiaires » provisoirement ou définitivement, du droit d'administrer les titres faisant partie du « trust » ou d'en disposer en pleine propriété.

Le « trustee » a seul qualité pour recevoir l'indemnité de réquisition à charge par lui d'effectuer, s'il y a lieu, tous emplois ;

b) Si le « trustee » réside aux Etats-Unis ou dans tout autre pays, le « bénéficiaire » doit s'adresser à un intermédiaire en France et déposer chez lui :

L'original ou une copie certifiée conforme de l'acte constitutif du « trust » dont il tient ses droits ;

L'inventaire des biens de toute nature constituant le « fonds du trust » à la date du présent avis.

L'intermédiaire remet l'acte de « trust » à l'Office des Changes pour examen des clauses qu'il contient, ainsi que l'inventaire, pour relevé des valeurs mobilières libellées en dollar qui y figurent.

Par dérogation aux dispositions du titre IV ci-dessus intitulé « Des délais », le dépôt de l'acte de « trust » et de l'inventaire des biens constituant le fonds de celui-ci, doit être fait par le « bénéficiaire » avant le premier octobre 1947. Les autres délais prévus au titre IV ci-dessus demeurent applicables aux autres obligations mises par le présent § à la charge des « bénéficiaires » ou des intermédiaires.

Après cet examen, le « bénéficiaire » doit remettre à l'intermédiaire des instructions à destination du « trustee ». Ces instructions établies selon des modalités qui sont précisées aux intermédiaires par l'Instruction de la Banque de France, invitent le « trustee » à accomplir les actes nécessaires, selon les cas, pour parvenir au transfert des titres. Lorsque l'intervention du « constituant » du « trust » est nécessaire pour

la validité des instructions à donner par le « bénéficiaire » au « trustee » le « constituant » est tenu de donner son plein concours à cet effet. Les conditions d'exécution de ce transfert sont précisées au « trustee » par l'un des correspondants aux Etats-Unis du Service de réquisition des valeurs mobilières étrangères.

V — Titres ayant fait l'objet d'une négociation en Bourse immédiatement avant la réquisition et non encore livrés.

Si, à la suite de la réquisition, des titres antérieurement vendus n'ont pas encore été livrés, l'opération doit être dénouée préalablement à toute mesure qui serait prise en exécution du présent avis. L'obligation de cession incombe à l'intermédiaire entre les mains duquel la livraison doit être faite pour le compte de l'acheteur et non à celui qui détient effectivement les valeurs au jour où prend effet la réquisition.

Le Directeur Général,

Postel Vinay.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, au mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1.406, déposée le 23 juillet 1947 le sieur Wouabi Sant'Anna, né à Lomé en 1905 profession de chef de famille Sant'Anna, demeurant et domicilié à Lomé, Cercle dudit, agissant en qualité de co-proprétaire, en son nom et en celui de ses frères et sœurs, savoir :

- 2) Fatouma Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 3) Saloukou Sant'Anna, ex-employé de commerce à Lomé
- 4) Noucira Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 5) Anatou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 6) Amiatou Sant'Anna, décédée, remplacée par ses cinq enfants, savoir :

Lari, Bichirou, Sala, Hachimi, Fatouma, Ossenè,
 7) Sabalimatou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
 8) Nouraimi Sant'Anna, tailleur à Lomé
 9) Assiata Sant'Anna, revendeuse à Lomé
 10) Abidou Sant'Anna, maçon à Lomé
 11) Sabitiou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
 12) Saodatou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
 13) Raima Sant'Anna, enfant mineur à Lomé
 14) Arafa Sant'Anna, enfant mineur à Lomé
 15) Houssanatou Sant'Anna, enfant mineur à Lomé,

a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 a. 50 ca. situé à Lomé, avenue des Alliés, et borné au Nord par Avenue des Alliés, au Sud par terrain à Regina Ayi, à l'Est par terrain à Sanoussi Gibirila et à l'Ouest par terrain à Aménouvékou Martin.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1.407, déposée le 23 juillet 1947 le sieur Wouabi Sant'Anna, né à Lomé en 1905 profession de chef de famille Sant'Anna, demeurant et domicilié à Lomé, Cercle dudit, agissant en qualité de co-proprétaire, en son nom et en celui de ses frères et sœurs, savoir :

- 2) Fatouma Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 3) Saloukou Sant'Anna, ex-employé de commerce à Lomé

- 4) Noucira Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 5) Anatou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 6) Amiatou Sant'Anna, décédée, remplacée par ses cinq enfants, savoir :

Lari, Bichirou, Sala, Hachimi, Fatouma Osseni,

- 7) Sabalimatou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 8) Nouraimi Sant'Anna, tailleur à Lomé
- 9) Assiata Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 10) Abidou Sant'Anna, maçon à Lomé
- 11) Sabitiou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 12) Saodatou Sant'Anna, revendeuse à Lomé
- 13) Raima Sant'Anna, enfant mineur à Lomé
- 14) Arafa Sant'Anna, enfant mineur à Lomé

15) Houssanatou Sant'Anna, enfant mineur à Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a. 53 ca. situé à Lomé, rue du Lt. Col. Maroix, cercle dudit et borné au Nord par la rue du Lt. Col. Maroix, à l'Est par terrain à Issoufou Sant'Anna, au Sud par terrain à Lawani Faustino et à l'Ouest par terrain à César Olympio.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1408, déposée le 1^{er} août 1947 le sieur Dovi T. Boniface, né en 1919 environ profession d'agent d'affaires, géomètre et dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de M. Cosme Amégée, employé de Commerce, demeurant et domicilié à Nuadja (Togo) suivant procuration en date à Lomé du 27 novembre 1946 a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un trapèze d'une contenance totale de 45 ares 19 centiares situé à Agbé-luvé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, et borné à l'Est par Tossah Gbagodo, à l'Ouest par Bernard Massougbodji, au Sud par la route Lomé-Atakpamé et au Nord par Sossou Ahianvi.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Amégée Cosme, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1409, déposée le 1^{er} août 1947 le sieur Nyadanou Godwin Amouzou profession de cultivateur-plantier, demeurant et domicilié à Adina (Gold-Coast), agissant en son nom personnel comme

propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française.

Représenté par le sieur Andreas Badohon, à Tokoin-Lomé suivant procuration en date du 29 juillet 1947 a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 44 ares 37 centiares situé à Palimé (près de la gare) cercle de Klouto et borné au Nord par Tonabou, au Sud par Gaffa, à l'Est par Ablawoavi et à l'Ouest par une ruelle.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1410, déposée le 4 août 1947 le sieur Atsou Marcellin profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Agou-Atigbe-Abayémé, né en 1902 agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain planté de cacao, en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 79 a 01 ca situé à Agou, Cercle de Klouto connu sous le nom de Kalavémé et borné au Nord par la propriété du sieur Johanes Awumé, au Sud-Est par terrain au sieur Daké Paulinus, à l'Est par terrain au sieur Dompré Godfrid, à l'Ouest par terrain à Atsou Marcellin lui-même, au Nord-Ouest par terrain au sieur Eklo Michel.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1.412, déposée le 12 août 1947 le sieur Aloysius Nathan Gbogbo, né à Lomé vers 1907 profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de co-proprétaire, en son nom et en celui des autres co-proprétaires ci-dessous désignés, savoir :

- 2/ Samuel Kodjo Gbogbo, élève demeurant à Lomé
- 3/ Mathias Koffi Gbogbo, élève demeurant à Lomé
- 4/ Joseph Koffi Gbogbo, élève demeurant à Lomé
- 5/ Florencia Ablewa Gbogbo, revendeuse demeurant à Lomé
- 6/ Paula Nyakéké Gbogbo, écolière demeurant à Lomé

a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de polygone régulier d'une contenance totale de cinq ares, quarante cinq centiares environ situé à Lomé, Cercle de Lomé connu sous le nom d'Angle rue de Brazza et Kamina et borné au Nord par la rue de Brazza, à l'Est par la rue de Kamina, au Sud par terrains à Anthony Thimothéo et Anthony Hutsi Joseph et à l'Ouest par terrain à Anthony Amenovi.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
A. AVEROUX.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 7 octobre 1947 à 14 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain bâti de forme polygonale irrégulière portant quelques petites cases et des caféiers et palmiers d'une contenance de 84 a 86 ca, et borné au Nord par terrain Alossé Atigli, au Sud par la route en direction de Dzodjein à l'Est par titre 213 de Lomé au sieur William Agbodjan, et à l'Ouest par la propriété Ben Gbégblewu dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adossou Aghanavor, Charpentier, demeurant et domicilié à Noépé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 9 juillet 1947, n° 1402.

Le mercredi 15 Octobre 1947 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Klo-Mayondi, Canton de Tsokpo, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti, de forme irrégulière, planté de cacaoyers et de caféiers d'une contenance de 7 ha. 50 a., connu sous le nom de Adantsetsé et borné au Nord par ruisseau « Ahatsé », au Sud, par terrain à Adayi Tsogbé lui-même, à l'Est par terrain à Emmanuel Klu, et à l'Ouest par terrain à Adayi Tsogbé lui-même, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adayi Tsogbé, cultivateur demeurant et domicilié à Klo-Mayondi, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 7 juillet 1947, n° 1401.

Le vendredi, 17 octobre 1947 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpadapé, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti de forme polygonale, d'une contenance de 4 ha, 75 ca, connu sous le nom de « Vodjita » et borné au Nord par la propriété des nommés Apelivo et Georges Eklou, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par la propriété du sieur Georges Eklou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicien d'Almeida Commis d'Administration, Agent Spécial, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 juillet 1947, n° 1.404.

Le lundi, 20 octobre 1947 à 9 h. du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé entre Palimé-ville et village Koussountou, cercle de

Klouto consistant en un terrain rural non bâti de forme d'un trapèze d'une contenance de 2 ha 54 a 29 ca, et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par des propriétés du nommé Agbledze Togo, cultivateur à Koussountou, et au Sud par la rivière « Ahä » dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicien d'Almeida, Commis d'Administration, Agent Spécial, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 juillet 1947, n° 1.403.

Le lundi, 20 octobre 1947 à 15 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain non bâti de forme quadrilatère irrégulière d'une contenance de 3 a. 11 ca, et borné au Nord par une ruelle, au sud par terrain à Seddoh, à l'Est par terrain à Akakpo Guidiguidi et à l'Ouest par une ruelle, dont l'immatriculation a été demandée par la nommée Fidelia Apaloo revendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en sa qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 juillet 1947, n° 1.405.

Le conservateur de la propriété foncière,
A. AVEROUX.

Nécrologie

Le Commissaire de la République a le regret de faire part du décès de M. Jean Facamé dit Sangeli Sangellos, garde-forestier, survenu à Sokodé dans la nuit du 23 au 24 juillet 1947 à la suite d'un accident de chasse.

Avis

Le public est informé que désormais la famille Wilson et d'une façon générale les descendants de BAHUN substituent à leurs noms actuels leur patronyme commun de BAHUN.

Exemple : Edmond Ajega Wilson.
se nomme désormais Edmond Ajega BAHUN.
Anécho, le 18 juin 1947.

Le Chef de famille

Edmond Ajega Wilson-BAHUN.

La Compagnie D.A.V.U.M. (Dépôts et Agences de vente d'usines métallurgiques) a l'honneur d'informer Messieurs les Chefs des Services Administratifs, et sa clientèle privée, qu'elle a confié l'exclusivité de sa représentation pour le Togo, le Dahomey et le Niger à l'entreprise Herbelin (Boite Postale N° 87 Lomé).

Banque de l'Afrique Occidentale

Siège social : 9 Avenue de Messine Paris (8^e)

Messieurs les actionnaires de la Banque de l'Afrique Occidentale sont convoqués en Assemblée Générale pour le jeudi 20 novembre 1947, dans une des salles de la Maison Gaveau, 45, rue de la Boétie à Paris (8^e) pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1^o — Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice 1946/1947.
- 2^o — Approbation des Comptes de l'Exercice 1946/1947.
- 3^o — Renouvellement du privilège d'Emission.
- 4^o — Réélection d'un Administrateur.
- 5^o — Quitus de sa gestion à un Administrateur démissionnaire.

L'Assemblée Ordinaire se tiendra à 15 heures.

Le Président du Conseil d'Administration.